

# Investissements directs en 2007

Décembre 2008

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK  
BANQUE NATIONALE SUISSE  
BANCA NAZIONALE SVIZZERA  
BANCA NAZIONALA SVIZRA  
SWISS NATIONAL BANK





Banque nationale suisse  
Investissements directs en 2007

**Editeur**

Banque nationale suisse  
Statistique  
CH-8022 Zurich  
Téléphone: +41 44 631 31 11

**Renseignements**

bop@snb.ch

**Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse**

Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich  
Téléphone: +41 44 631 32 84; fax: +41 44 631 81 14;  
e-mail: library@snb.ch

**Langues**

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

**Internet**

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, à l'adresse [www.snb.ch](http://www.snb.ch), *Publications*.

**Droits d'auteur / copyright**®

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, notamment ceux sur les œuvres susceptibles de bénéficier de la protection des droits d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel). Si les publications de la BNS sont munies du copyright (©Banque nationale suisse / BNS, Zurich / année, etc.), il y a lieu d'indiquer la source lors de leur utilisation, relevant du droit d'auteur, à des fins non commerciales (photocopie, utilisation par Internet, etc.). Leur utilisation, relevant du droit d'auteur, à des fins commerciales n'est autorisée qu'avec l'approbation expresse de la BNS.

La BNS met en outre à disposition des informations et des données qui proviennent de ses propres sources et quelques données qu'elle tire de sources tierces et traite ultérieurement. Ces informations et données peuvent être non seulement utilisées, mais aussi, avec indication de la source, traduites, retransmises ou employées d'une autre manière conforme aux dispositions, tant que cela reste à des fins non commerciales.

**Limitation de la responsabilité**

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages qui surviendraient à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte notamment sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

La BNS ne garantit pas non plus que l'utilisation de données provenant de sources tierces et mises à disposition par elle soit autorisée. Dans la mesure où les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue d'une utilisation.

© Banque nationale suisse, Zurich 2008

**Imprimé en**

décembre 2008

**Impression**

FO-Fotorotar, CH-8132 Egg/ZH

ISSN 1662-4319 (version imprimée)  
ISSN 1661-156X (version électronique)

# Table des matières

Page	
4	<b>Aperçu</b>
6	<b>Investissements directs suisses à l'étranger</b>
6	Exportations de capitaux
7	Stocks d'investissements directs
7	Revenus de capitaux
8	Effectifs
9	<b>Investissements directs étrangers en Suisse</b>
9	Importations de capitaux
10	Stocks d'investissements directs
10	Revenus de capitaux
11	Effectifs
12	<b>Thèmes spéciaux</b>
12	Effectifs travaillant en Suisse et à l'étranger pour des investisseurs directs suisses
13	Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime
16	<b>Commentaires</b>
16	Modifications par rapport à l'année précédente
16	Fondements méthodologiques et statistiques
17	<b>Fondements juridiques</b>
18	<b>Définition des groupes de branches</b>
19	<b>Définition des pays et des régions</b>
A1	<b>Tableaux</b>
A24	<b>Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs</b>

## Aperçu

### Moins d'acquisitions à l'étranger par des entreprises suisses – Investissements directs étrangers en Suisse à un niveau record

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 60 milliards de francs en 2007, contre 95 milliards – un niveau record – l'année précédente. Elles ont ainsi diminué d'un tiers environ. Leur fléchissement s'explique en grande partie par le fort recul des acquisitions à l'étranger par des entreprises de l'industrie. En outre, les banques ont investi à l'étranger la moitié du montant observé en 2006. Les entreprises suisses ont renforcé leur présence surtout dans la zone de l'UE (à 27) et dans les pays d'Amérique centrale et du Sud. Elles ont par contre réduit leurs capitaux investis aux Etats-Unis.

En 2007, les stocks d'investissements directs à l'étranger ont augmenté de 57 milliards pour atteindre 740 milliards de francs. Les exportations de capitaux ont joué un rôle majeur dans cette progression. Les revenus

tirés des investissements directs à l'étranger ont diminué, passant de 69 milliards en 2006 à 60 milliards de francs l'année suivante. Leur diminution est due aux pertes subies par les banques. Les autres branches ont en revanche enregistré des revenus en progression d'une année à l'autre. Grâce surtout à des acquisitions, les entreprises suisses ont accru de 6% les effectifs travaillant dans leurs implantations à l'étranger. Fin 2007, elles occupaient 2,35 millions de personnes à l'étranger. Les entreprises suisses détenant des investissements directs à l'étranger ont également renforcé de 2% leurs effectifs en Suisse, les portant à 810 000.

Une comparaison internationale montre que la présence des entreprises suisses à l'étranger est supérieure à la moyenne. Le rapport entre les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger et le produit intérieur brut (PIB) nominal s'élevait à 145% fin 2007. Ce rapport était de 135% pour la Belgique, de 111% pour les Pays-Bas, de 68% pour la Suède et de 57% pour l'Irlande (source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2008).

### Investissements directs en 2007 – Aperçu

Tableau 1

		2006	2007	Variation en %
<b>Investissements directs suisses à l'étranger<sup>1</sup></b>				
Exportations de capitaux	en milliards de francs	95,1	59,6	-37,3
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	683,3	740,5	8,4
Revenus de capitaux	en milliards de francs	69,0	59,8	-13,3
Effectifs	en milliers	2212,4	2350,2	6,2
<b>Investissements directs étrangers en Suisse<sup>1</sup></b>				
Importations de capitaux	en milliards de francs	38,7	59,1	52,9
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	323,3	379,9	17,5
Revenus de capitaux	en milliards de francs	28,1	52,6	87,3
Effectifs <sup>2</sup>	en milliers	352,8	374,6	6,2

<sup>1</sup> Dans la statistique des investissements directs, la Principauté de Liechtenstein est considérée comme faisant partie du territoire suisse.

<sup>2</sup> Y compris les entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs, étant donné qu'elles ne remplissent pas les critères de participation aux enquêtes s'y rapportant.

Les investissements directs étrangers en Suisse ont engendré une importation de capitaux de 59 milliards de francs en 2007, contre 39 milliards l'année précédente. Ainsi, le flux a été nettement supérieur au précédent record, observé en 2006. Pour l'essentiel, deux facteurs ont contribué à cette expansion. Les entreprises étrangères ont procédé à des acquisitions en Suisse pour 24 milliards de francs, soit pour un montant dépassant de 3 milliards celui de l'année précédente. En outre, les investissements découlant de bénéfices réinvestis ont progressé de 21 milliards d'une année à l'autre pour atteindre 35 milliards de francs.

En 2007, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 57 milliards, passant à 380 milliards de francs. Les afflux de capitaux, qui ont porté sur un montant élevé, ont contribué de manière décisive à cette évolution. La répartition selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat montre une forte progression des stocks de capitaux détenus par des entreprises des pays de l'UE (à 27). Ces stocks se sont

en effet accrus de 52 milliards pour atteindre 272 milliards de francs. Les capitaux détenus par des investisseurs immédiats provenant des Etats-Unis ont quant à eux augmenté de 4 milliards pour s'établir à 70 milliards de francs. La répartition selon le pays d'origine de l'investisseur ultime aboutit à des résultats sensiblement différents. Selon cette approche, les stocks de capitaux détenus par des investisseurs de l'UE n'ont progressé que de 29 milliards pour s'inscrire à 167 milliards de francs; en revanche, ceux qui sont détenus par des investisseurs des Etats-Unis ont augmenté de 16 milliards, passant à 116 milliards de francs.

Les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 53 milliards de francs, soit un montant dépassant de 25 milliards celui de l'année précédente. Ce fort accroissement a découlé principalement des revenus enregistrés par les sociétés financières et holdings. Les entreprises étrangères en Suisse employaient 375 000 personnes fin 2007; les effectifs ont progressé de 6% en un an.

## Investissements directs suisses à l'étranger

### Exportations de capitaux

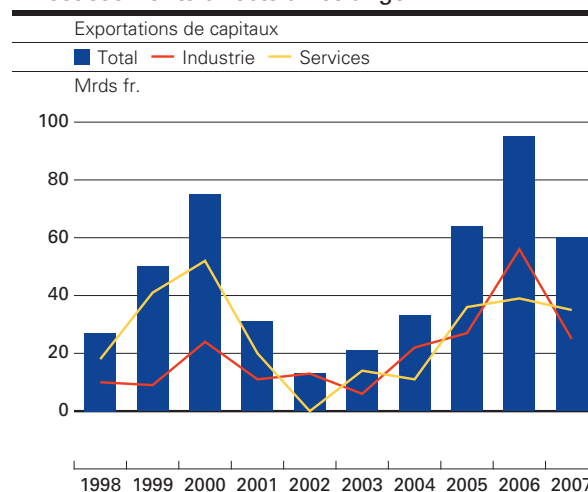
En 2007, les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger se sont établies à 60 milliards de francs. Ce montant est inférieur d'un tiers à celui de l'année précédente. En 2006, les exportations de capitaux avaient atteint 95 milliards de francs, soit un niveau record. Le recul observé d'une année à l'autre s'explique principalement par des acquisitions moins élevées. En outre, les bénéficiaires réinvestis dans les filiales à l'étranger ont fléchi.

Le repli que les acquisitions ont marqué d'une année à l'autre est dû surtout à l'industrie. Ce secteur a investi à l'étranger 25 milliards de francs, contre 56 milliards en 2006. Le groupe de branches «Chimie et plastique» est celui qui a enregistré le plus fort recul. Du côté des banques, deux évolutions opposées ont influé sur les investissements directs: d'une part, les banques ont enregistré, au titre des bénéficiaires réinvestis, un montant négatif du fait des pertes dues à la crise du marché de l'immobilier aux Etats-Unis et, d'autre part, elles ont doté leurs filiales à l'étranger de fonds propres supplémentaires. Au total, les banques ont exporté des capitaux à hauteur de 12 milliards de francs, contre 22 milliards en 2006. En revanche, les sociétés financières et holdings ont investi à l'étranger davantage que l'année précédente. Leurs exportations de capitaux ont porté sur 15 milliards de francs, après 9 milliards en 2006. En outre, les

groupes de branches «Transports et communications» et «Autres services» ont eux aussi accru sensiblement leurs flux de capitaux vers l'étranger. D'importantes acquisitions expliquent cet accroissement. Par contre, les assurances ont vendu des filiales qu'elles détenaient à l'étranger, d'où un rapatriement de capitaux à hauteur de 4 milliards de francs.

En 2007, les entreprises suisses ont investi surtout dans l'UE (à 27) et dans les pays d'Amérique centrale et du Sud. Elles ont exporté des capitaux vers l'UE à hauteur de 32 milliards de francs, contre 36 milliards en 2006. Le Luxembourg est le pays de l'UE qui a reçu le flux le plus élevé, soit 12 milliards de francs; le Royaume-Uni (10 milliards) et l'Italie (8 milliards) viennent aux deuxième et troisième rangs. Les pays d'Amérique centrale et du Sud ont bénéficié d'un afflux de 16 milliards de francs (21 milliards en 2006). Le Brésil en a reçu une part de 12 milliards de francs découlant surtout des opérations effectuées par les sociétés financières et holdings. Les flux de capitaux vers les pays d'Asie ont diminué, passant de 10 milliards en 2006 à 6 milliards de francs l'année suivante. Les entreprises suisses ont investi 3 milliards de francs au Japon, un milliard en Chine et un milliard également en Inde. Par contre, elles ont rapatrié des capitaux investis aux Etats-Unis à hauteur de 8 milliards de francs. En 2006, les entreprises suisses avaient investi 21 milliards de francs dans ce pays, principalement pour des acquisitions. En 2007, les fonds ayant servi à des acquisitions aux Etats-Unis ont été beaucoup moins élevés.

Graphique 1  
Investissements directs à l'étranger





## Stocks d'investissements directs

En 2007, les stocks d'investissements directs à l'étranger ont augmenté de 57 milliards pour atteindre 740 milliards de francs. De ce dernier montant, la part revenant à l'industrie s'élevait à 303 milliards de francs, soit à 41%. En 2001, cette part s'établissait à 31%, son niveau le plus bas. Depuis, elle a progressé à la suite d'acquisitions. Au sein de l'industrie, le groupe de branches «Chimie et plastique» était celui qui avait les stocks d'investissements directs les plus élevés. Il en détenait pour 128 milliards de francs fin 2007, contre 118 milliards un an auparavant. La part du secteur des services était de 59% (438 milliards de francs). Près de la moitié des stocks d'investissements directs des services revenait aux sociétés financières et holdings.

Les stocks d'investissements directs suisses dans les pays de l'UE (à 27) atteignaient 292 milliards de francs, soit 39%. Le Royaume-Uni, avec une part inchangée de 57 milliards de francs, était le pays européen qui comptait une fois encore le plus d'investissements directs suisses. L'Allemagne en avait à hauteur de 49 milliards de francs, contre 42 milliards fin 2006. Cette sensible progression s'explique par des acquisitions opérées par des entreprises suisses. Les stocks d'investissements directs suisses en Bulgarie et en Roumanie – les deux nouveaux Etats membres de l'UE – totalisaient 2 milliards de francs.

Les pertes subies par les filiales américaines des banques et l'affaiblissement du dollar ont fortement influé sur les stocks d'investissements directs suisses aux Etats-Unis. Ces stocks ont ainsi diminué, passant de 128 milliards à 114 milliards de francs. La part des Etats-

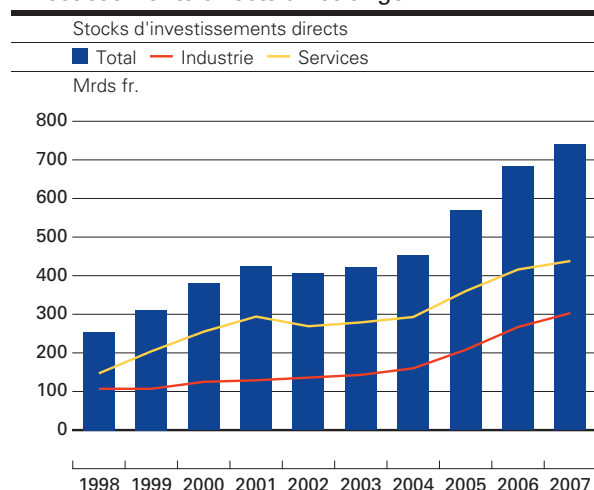
Unis a par conséquent fléchi. Elle s'est établie à 15%, contre 19% un an auparavant. Depuis 1986, soit depuis que cette statistique est dressée, jamais la part des Etats-Unis n'avait été aussi faible.

Les stocks d'investissements directs suisses dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud ont augmenté, passant de 112 milliards à 118 milliards de francs. Ceux dans les centres financiers offshore européens ont progressé de 10 milliards pour s'établir à 35 milliards de francs. Les centres financiers offshore – les Bermudes et les îles Caïmans en sont les principaux – sont utilisés principalement comme plaques tournantes pour des investissements dans des pays tiers. Les stocks d'investissements directs suisses à Singapour – ce pays joue lui aussi le rôle de plaque tournante – ont diminué, passant de 17 milliards à 14 milliards de francs. Pour ce qui a trait aux autres pays, on notera en particulier la sensible augmentation des stocks détenus au Brésil (35 milliards de francs, contre 22 milliards un an auparavant). Cette progression a découlé surtout des opérations effectuées par des sociétés financières et holdings en mains étrangères.

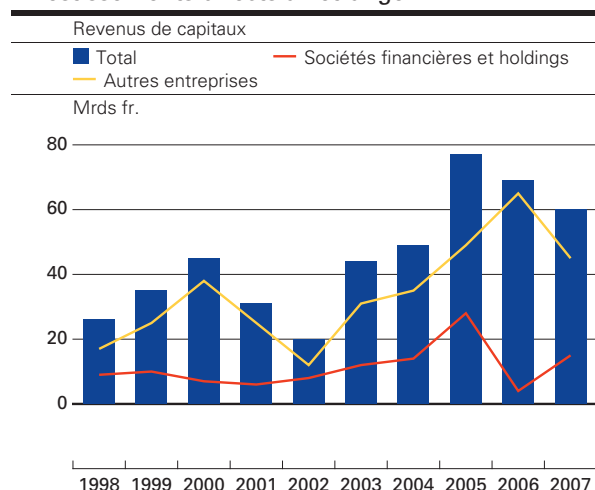
## Revenus de capitaux

Deux évolutions divergentes ont sensiblement influé sur les revenus découlant des investissements directs suisses à l'étranger. La plupart des branches ont, grâce à la marche des affaires qui est restée bonne, tiré de leurs implantations à l'étranger des revenus aussi élevés, voire plus élevés que ceux de l'année précédente. En particulier, les sociétés financières et holdings qui sont établies en Suisse et détenues par des mains étran-

Graphique 2  
Investissements directs à l'étranger



Graphique 3  
Investissements directs à l'étranger



gères ont fortement accru leurs revenus de capitaux. Par contre, les banques ont subi de très lourdes pertes dans leurs implantations à l'étranger. En 2006, elles avaient enregistré les revenus de capitaux les plus élevés de toutes les branches. Au total, les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger ont diminué, passant de 69 milliards en 2006 à 60 milliards en 2007. De ce montant, une part de 49 milliards de francs a été transférée aux sociétés mères en Suisse; le solde, soit 11 milliards de francs, a été maintenu dans les filiales à l'étranger (bénéfices réinvestis).

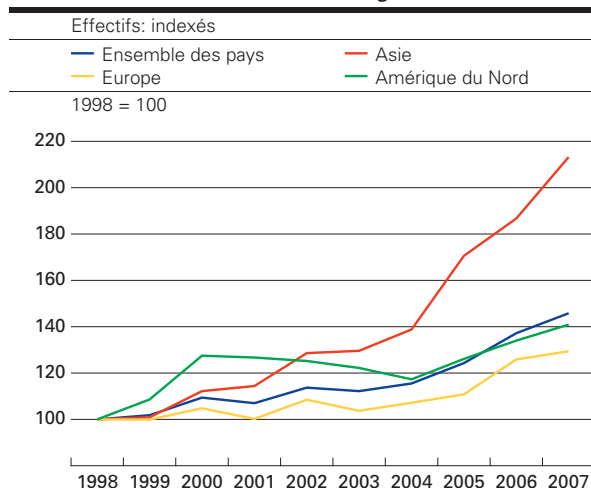
### Effectifs

Le personnel travaillant dans les implantations suisses à l'étranger a augmenté de 138 000 unités pour atteindre 2,35 millions d'unités. Ainsi, la tendance à la progression, observée depuis cinq ans, s'est poursuivie. Comme les années précédentes, l'accroissement des effectifs a découlé principalement d'acquisitions, et de nombreuses branches y ont contribué. Les effectifs ont augmenté tout particulièrement dans les implantations à l'étranger des sociétés financières et holdings, mais aussi du groupe de branches «Electronique, énergie, optique et horlogerie».

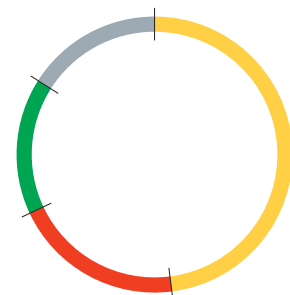
Dans les pays de l'UE (à 27), les effectifs ont augmenté de 61 000 unités, franchissant ainsi pour la première fois la barre du million d'unités. Un tiers environ de cette progression (19 000 unités) est dû à l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'UE. Sous l'angle des emplois, cette zone est ainsi restée la principale, et de loin, pour les investisseurs suisses. L'Allemagne a renforcé sa position de tête au sein de l'UE; les effectifs dans ce pays ont en effet progressé de 14 000 unités pour atteindre 242 000 unités. Les entreprises suisses ont en outre continué à accroître leurs effectifs en Asie; les emplois y ont augmenté de 58 000 unités, passant à 466 000. Les progressions en Chine (+14 000 unités) et en Inde (+12 000) ont été une fois encore particulièrement fortes, et de nombreuses branches y ont contribué. Les effectifs dans les implantations des entreprises suisses se sont également accrus sensiblement aux Etats-Unis (+15 000 unités), au Brésil (+12 000) et au Mexique (+8 000). Quant à l'augmentation enregistrée au Japon (+20 000 unités), elle est due principalement à la prise en compte d'entreprises qui, jusque-là, n'entraient pas dans la statistique.

Graphique 4

### Investissements directs à l'étranger



Graphique 5



Effectifs à l'étranger à fin 2007  
Répartition géographique en %

- Europe 48
- Asie 20
- Amérique du Nord 16
- Autres continents 16

Total: 2,4 millions

# Investissements directs étrangers en Suisse

## Importations de capitaux

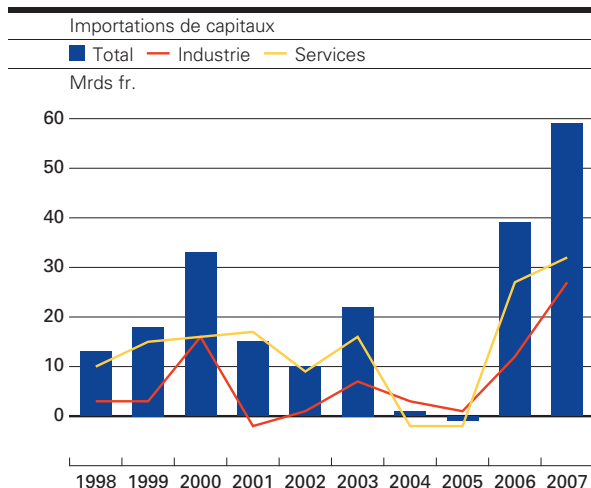
Les investissements directs étrangers en Suisse ont engendré une importation de capitaux de 59 milliards de francs en 2007, contre 39 milliards l'année précédente. Jamais, depuis que cette statistique est dressée, un montant aussi élevé n'avait été enregistré. D'une année à l'autre, les acquisitions ont progressé, passant de 21 milliards à 24 milliards de francs. En outre, les bénéfices réinvestis en Suisse ont atteint 35 milliards de francs, contre 14 milliards en 2006.

Les importations de capitaux en vue d'investissements directs dans l'industrie ont augmenté, passant d'une année à l'autre de 12 milliards à 27 milliards de francs. Cet accroissement s'explique en grande partie par la reprise d'une importante entreprise de la chimie. Les investissements étrangers dans cette branche ont ainsi atteint 18 milliards de francs en 2007, contre 5 milliards l'année précédente. Comme en 2006, un montant de 6 milliards de francs a été investi dans le groupe de branches «Métallurgie et machines» du fait principalement d'acquisitions. Les investissements directs étran-

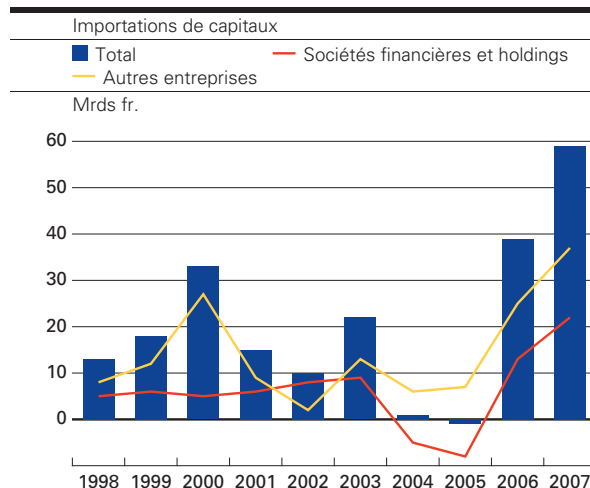
gers dans le secteur des services ont porté sur 32 milliards de francs, contre 27 milliards l'année précédente. Le flux a découlé principalement de bénéfices réinvestis des sociétés financières et holdings. En 2006, il avait résulté surtout d'acquisitions.

La ventilation des flux de capitaux selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat montre le rôle considérable qu'ont joué les pays de l'UE (à 27). Les fonds provenant de cette zone ont en effet atteint 54 milliards de francs (29 milliards en 2006), soit la presque totalité des importations de capitaux. L'Allemagne a investi en Suisse 17 milliards de francs. Elle vient ainsi en tête des pays de l'UE, suivie par les Pays-Bas (13 milliards de francs), l'Autriche (13 milliards également) et le Luxembourg (4 milliards). Ces trois derniers pays sont utilisés principalement comme plaques tournantes pour des investissements provenant de pays tiers. L'Autriche ne joue ce rôle que depuis peu. Les fonds ayant transités par ces trois pays venaient principalement des Etats-Unis et d'Amérique du Sud. En outre, les entreprises françaises ont investi 2 milliards de francs en Suisse, et celles d'Amérique du Nord, 6 milliards, soit 3 milliards de moins qu'en 2006.

Graphique 6  
Investissements directs en Suisse



Graphique 7  
Investissements directs en Suisse



### Stocks d'investissements directs

En 2007, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 57 milliards pour atteindre 380 milliards de francs. Une part de 202 milliards de francs, soit plus de la moitié du total, revenait aux sociétés financières et holdings. Cette branche est également celle qui a enregistré une fois encore le plus fort accroissement des stocks d'investissements directs (+23 milliards de francs). Abstraction faite des sociétés financières et holdings, le secteur des services détenait une part de 30%; les stocks d'investissements directs y ont progressé de 17 milliards, passant à 115 milliards de francs. Dans l'ensemble de l'industrie, les stocks d'investissements directs ont augmenté de 17 milliards pour s'établir à 63 milliards de francs (part de 17%).

Les investisseurs des pays de l'UE (à 27) détenaient en Suisse 272 milliards de francs, soit 72% du total des stocks d'investissements directs. Les entreprises établies aux Pays-Bas et en Autriche – deux pays abritant de nombreuses holdings – venaient en tête pour ce qui est de la zone de l'UE. C'est elles qui détenaient les stocks les plus élevés et qui ont le plus contribué à l'accroissement observé en 2007. En effet, les stocks d'investissements directs des Pays-Bas ont progressé de 18 milliards pour atteindre 84 milliards de francs. Ceux

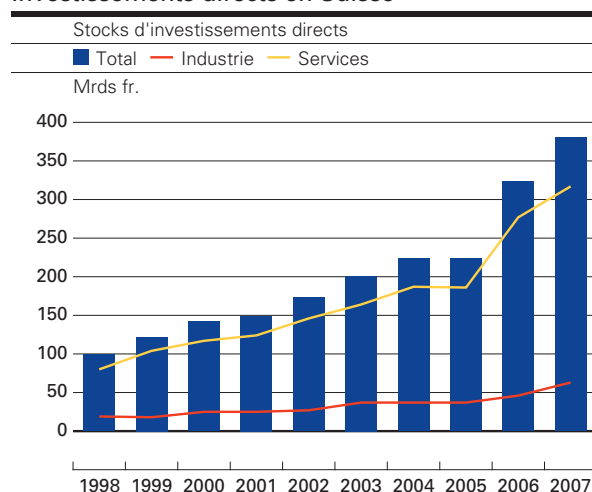
d'Autriche ont quant à eux augmenté de 13 milliards, passant à 58 milliards de francs. La France était le troisième investisseur le plus important parmi les pays de l'UE. Ses entreprises avaient en Suisse des investissements directs pour 35 milliards de francs (+4 milliards). Les entreprises allemandes en détenaient à hauteur de 28 milliards de francs (+5 milliards). Quant aux Etats-Unis, ils avaient des investissements en Suisse pour 70 milliards de francs (part de 18%), soit pour un montant dépassant de 4 milliards celui de fin 2006.

### Revenus de capitaux

D'une année à l'autre, les revenus tirés des investissements directs en Suisse se sont accrus de 25 milliards pour atteindre 53 milliards de francs. Leur forte progression a découlé principalement des sociétés financières et holdings. Cette branche a enregistré plus de la moitié du total des revenus. La part du total des revenus qui a été maintenue dans les filiales en Suisse (bénéfices réinvestis) s'est élevée à environ 35 milliards de francs, soit plus du double du montant observé l'année précédente. Le solde, soit environ 18 milliards de francs (14 milliards en 2006), a été transféré aux sociétés mères à l'étranger.

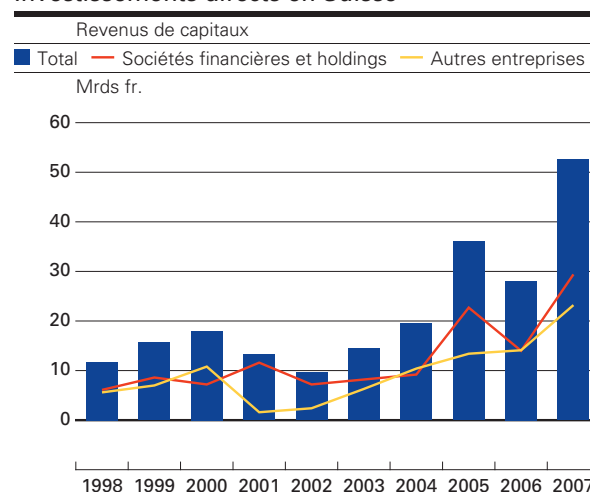
Graphique 8

#### Investissements directs en Suisse



Graphique 9

#### Investissements directs en Suisse



## Effectifs

Les quelque 800 entreprises appelées à participer aux enquêtes sur les investissements directs étrangers en Suisse employaient 228 000 personnes fin 2007, contre 213 000 un an auparavant. Chacune d'entre elles dispose d'un capital d'au moins 10 millions de francs. L'emploi dans les quelque 5 000 autres entreprises en mains étrangères que compte la Suisse a progressé moins fortement; il y a augmenté de 7 000 unités, passant à 147 000. Etant donné leur faible capital, ces entreprises n'entrent pas dans les enquêtes sur les investissements directs, mais leurs effectifs sont recensés en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Au total, 375 000 personnes travaillaient en Suisse dans des entreprises en mains étrangères, soit 22 000 de plus que fin 2006. Ces emplois représentent environ 10% de l'ensemble du personnel des secteurs de l'industrie et des services en Suisse (3,9 millions de personnes fin 2007). Dans les entreprises étrangères, l'emploi a augmenté surtout dans le secteur des services; il y a progressé de 17 000 unités, passant à 238 000. Comme précédemment, les entreprises du commerce et celles du groupe de branches «Autres services» étaient celles qui comptaient les effectifs les plus élevés (respectivement 84 000 et 71 000 unités). Dans l'industrie, l'emploi dans les entreprises étrangères a progressé de 5 000 unités pour s'établir à 137 000. Au total, et dans l'ordre décroissant, 94 000 personnes travaillaient dans des entreprises allemandes, 55 000 dans des entreprises des Etats-Unis et 49 000 dans des entreprises des Pays-Bas.

## Effectifs dans l'industrie et les services en Suisse (en fin d'année)

Tableau 2

En milliers d'unités

	2006	2007	Part en %
<b>Total<sup>1</sup></b>	<b>3811,2</b>	<b>3915,3</b>	<b>100,0</b>
dont			
dans des entreprises comptant des investisseurs étrangers	352,8	374,6	9,6
dans des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs	213,2	227,5	5,8
dans des entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs <sup>1</sup>	139,6	147,0	3,8

<sup>1</sup> Sources: Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et *Amt für Volkswirtschaft*, Vaduz.

## Thèmes spéciaux

### Effectifs travaillant en Suisse et à l'étranger pour des investisseurs directs suisses

Les investisseurs directs suisses sont également d'importants employeurs pour le marché suisse du travail. Fin 2007, 811 000 personnes travaillaient en Suisse pour leur compte, ce qui représente environ 21 % du total des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire. En 2007, les investisseurs directs suisses ont augmenté de 18 000 unités, ou de 2 %, leurs effectifs en Suisse. Les investisseurs directs suisses du groupe de branches «Métallurgie et machines» sont ceux qui ont le plus renforcé leurs effectifs en Suisse; leurs effectifs y ont en effet progressé de 9 000 unités, passant à 93 000. Des 811 000 personnes qui travaillaient en Suisse pour le compte des investisseurs directs suisses fin 2007, 79 % (le même pourcentage qu'à la fin de 2006), ou 641 000 personnes, étaient employées par des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs.

Le solde, soit 21 % ou 169 000 personnes, travaillait dans des entreprises ayant des participations à l'étranger qui n'atteignent pas le critère déterminant pour entrer dans la statistique des investissements directs. Les données de ces entreprises sont recueillies en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Fin 2007, les investisseurs directs suisses employaient à l'étranger 2 350 000 personnes, soit 138 000 de plus que fin 2006 (+6 %). Ces chiffres ne tiennent pas compte des effectifs travaillant dans des implantations à l'étranger qui sont inférieures au critère fixé pour la participation aux enquêtes sur les investissements directs.

Au total, 3,16 millions de personnes travaillaient, en Suisse et à l'étranger, pour des investisseurs directs suisses. La part des effectifs à l'étranger s'élevait à 74 %, comme à la fin de 2006. Dans l'industrie, cette part est restée inchangée à 80 %. Dans le secteur des services, elle a augmenté légèrement, passant de 68 % à 69 %.

**Effectifs des entreprises suisses ayant des investissements directs à l'étranger (en fin d'année)** Tableau 3  
En milliers d'unités

	2005	2006	2007	Part du total des effectifs, en %
<b>Effectifs en Suisse<sup>1</sup></b>	<b>770,8</b>	<b>792,5</b>	<b>810,9</b>	<b>25,7</b>
Industrie	288,7	303,1	317,1	10,0
Services	482,1	489,4	493,8	15,6
<b>Effectifs à l'étranger</b>	<b>2004,1</b>	<b>2212,4</b>	<b>2350,2</b>	<b>74,3</b>
Industrie	1085,5	1182,2	1244,6	39,4
Services	918,6	1030,2	1105,6	35,0
<b>Total des effectifs</b>	<b>2774,9</b>	<b>3004,9</b>	<b>3161,1</b>	<b>100,0</b>
Industrie	1374,2	1485,3	1561,7	49,4
Services	1400,7	1519,6	1599,5	50,6

<sup>1</sup> Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, à Neuchâtel.

### Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime

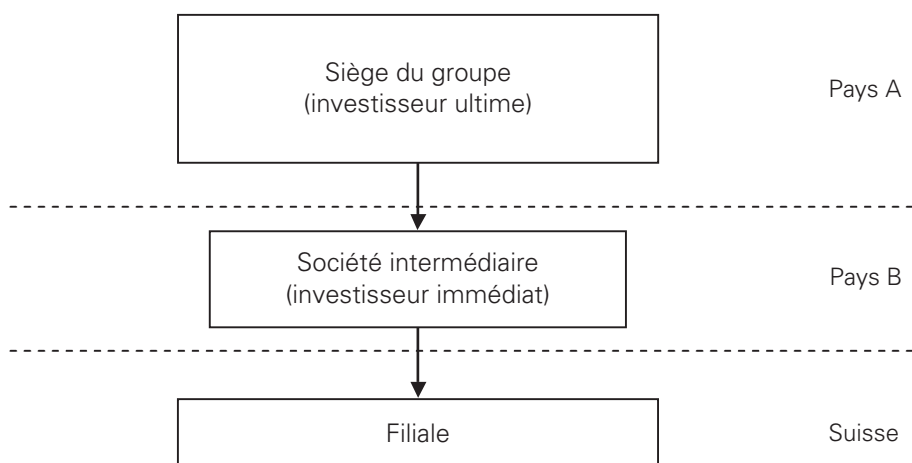
Dans la partie générale du commentaire sur les investissements directs étrangers en Suisse, le pays d'origine de l'investisseur *immédiat* est déterminant. Or il ne s'agit pas toujours du pays de l'investisseur qui détient et exerce le contrôle *ultime*. En effet, certains investisseurs *immédiats* appartiennent à des groupes dont le siège principal se trouve dans un autre pays (voir graphique 10). Dans ce cas, l'entreprise en Suisse est dirigée, en dernier ressort, par le siège du groupe situé dans le pays A. L'investisseur *immédiat* dans le pays B ne joue que le rôle de société intermédiaire.

De telles structures de groupe ont une incidence croissante sur la répartition géographique des investissements directs étrangers en Suisse. En 2007, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse que détiennent des sociétés intermédiaires dans des pays tiers se sont accrus de 30 milliards pour atteindre 139 milliards de francs. Leur part du total des stocks d'investissements directs étrangers a ainsi augmenté, passant de 38% à 40% (voir graphique 11). Fin 2001, cette part était de 21% seulement.

Etant donné cette évolution, la Banque nationale dresse également, pour les investissements directs étrangers en Suisse, une répartition géographique en fonction du pays de l'investisseur *ultime*. Celle-ci montre le pays dans lequel est établi l'investisseur qui exerce le contrôle *ultime* de la filiale en Suisse. Il s'agit généralement du pays qui abrite le siège principal du groupe. Cette répartition tient compte également des rapports de propriété. Elle est faite uniquement pour les stocks d'investissements directs et les effectifs. Pour ne pas imposer une charge administrative trop lourde aux entreprises appelées à fournir des données, les flux de capitaux ne sont pas recensés selon le critère de l'investisseur *ultime*.

Graphique 10

#### Différence entre l'investisseur immédiat et l'investisseur ultime



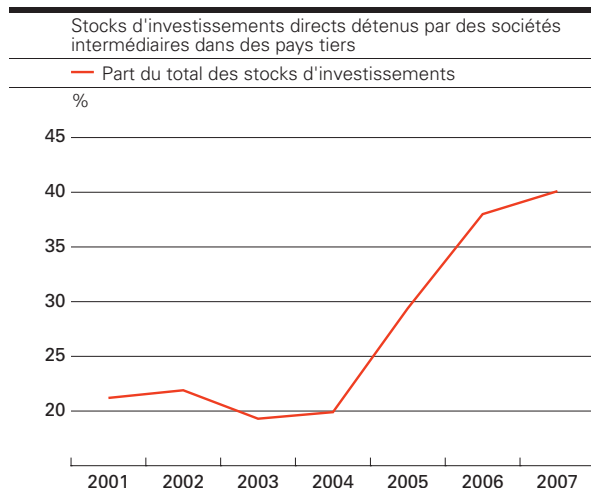
Les tableaux 4 et 5 montrent les écarts, pour les principaux pays d'origine, entre l'évaluation des stocks d'investissements directs et des effectifs selon l'investisseur *immédiat* et l'évaluation selon l'investisseur *ultime*. Les stocks établis selon le critère de l'investisseur *ultime* s'avèrent nettement plus élevés en particulier pour les Etats-Unis (+47 milliards de francs), l'Amérique centrale et du Sud (+41 milliards) et le Royaume-Uni (+13 milliards). Cela signifie que les entreprises de ces pays passent, dans de nombreux cas, par des pays tiers pour investir en Suisse. Les Pays-Bas étaient le principal d'entre eux. Les stocks détenus par des investisseurs néerlandais atteignaient 84 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *immédiat*, mais seulement 34 milliards selon le critère de l'investisseur *ultime*. L'Autriche et le Luxembourg étaient eux aussi d'importantes plaques tournantes pour effectuer des investissements en Suisse.

Pour ce qui est de la répartition des effectifs, on observe des écarts semblables entre les deux approches. La répartition faite selon le critère de l'investisseur *ultime* conduit, pour 2007, à des chiffres nettement plus élevés pour les Etats-Unis (+23 000 unités), le Royaume-Uni (+14 000) et la France (+8 000). Par contre, le nombre de personnes travaillant dans des filiales néerlandaises en Suisse passe de 49 000 selon le critère de l'investisseur *immédiat* à 20 000 seulement selon le critère de l'investisseur *ultime*.

L'évolution des stocks d'investissements directs varie elle aussi selon que la répartition est faite selon le critère de l'investisseur *ultime* ou selon celui de l'investisseur *immédiat* (voir graphique 12). En 2007, les stocks d'investissements directs contrôlés par des investisseurs de l'UE ont augmenté de 29 milliards de francs seulement (répartition en fonction de l'investisseur *immédiat*: +52 milliards). En revanche, ceux qui sont contrôlés par des investisseurs des Etats-Unis se sont accrus de 16 milliards de francs, au lieu de 4 milliards selon le critère de l'investisseur *immédiat*.

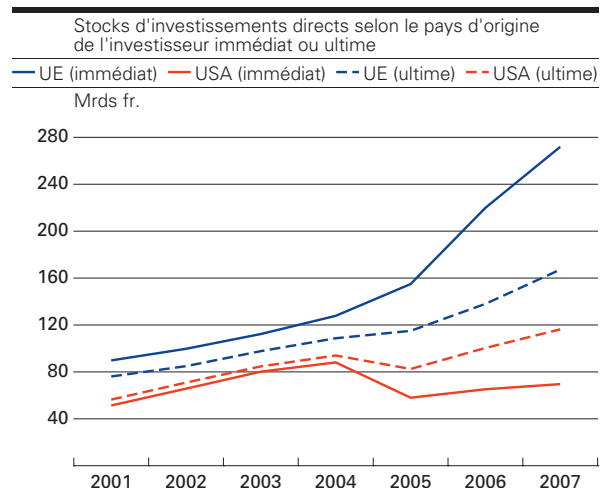
Graphique 11

**Investissements directs en Suisse**



Graphique 12

**Investissements directs en Suisse**





**Stocks d'investissements directs en Suisse répartis selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime (fin 2007)**

Tableau 4

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart
	En milliards de francs	Part en %	En milliards de francs	Part en %	En milliards de francs
<b>Europe</b>	<b>274,3</b>	<b>72%</b>	<b>172,0</b>	<b>45%</b>	<b>-102,4</b>
<b>UE</b>	<b>271,9</b>	<b>72%</b>	<b>167,2</b>	<b>44%</b>	<b>-104,7</b>
dont					
Allemagne	28,3	7%	31,6	8%	3,3
France	34,7	9%	38,1	10%	3,4
Luxembourg	22,8	6%	-1,8	0%	-24,6
Pays-Bas	83,9	22%	33,6	9%	-50,2
Autriche	57,7	15%	5,3	1%	-52,5
Royaume-Uni	17,0	4%	29,9	8%	12,9
<b>Amérique du Nord</b>	<b>73,0</b>	<b>19%</b>	<b>120,1</b>	<b>32%</b>	<b>47,1</b>
dont					
Etats-Unis	69,6	18%	116,3	31%	46,7
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>29,2</b>	<b>8%</b>	<b>70,6</b>	<b>19%</b>	<b>41,4</b>
<b>Asie, Afrique, Océanie</b>	<b>3,3</b>	<b>1%</b>	<b>17,3</b>	<b>5%</b>	<b>13,9</b>
dont					
Japon	0,9	0%	6,7	2%	5,8
<b>Ensemble des pays</b>	<b>379,9</b>	<b>100%</b>	<b>379,9</b>	<b>100%</b>	<b>0,0</b>

**Effectifs répartis selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime (fin 2007)**

Tableau 5

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart
	En milliers d'unités	Part en %	En milliers d'unités	Part en %	En milliers d'unités
<b>Europe</b>	<b>299,7</b>	<b>80%</b>	<b>263,8</b>	<b>70%</b>	<b>-35,9</b>
<b>UE</b>	<b>297,4</b>	<b>79%</b>	<b>258,8</b>	<b>69%</b>	<b>-38,5</b>
dont					
Allemagne	94,0	25%	94,0	25%	0,1
France	41,5	11%	49,4	13%	7,9
Luxembourg	24,3	6%	5,1	1%	-19,2
Pays-Bas	49,2	13%	19,7	5%	-29,5
Autriche	12,8	3%	10,2	3%	-2,6
Royaume-Uni	19,8	5%	33,4	9%	13,5
<b>Amérique du Nord</b>	<b>58,1</b>	<b>16%</b>	<b>82,5</b>	<b>22%</b>	<b>24,4</b>
dont					
Etats-Unis	54,9	15%	78,2	21%	23,3
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>9,4</b>	<b>3%</b>	<b>10,0</b>	<b>3%</b>	<b>0,6</b>
<b>Asie, Afrique, Océanie</b>	<b>7,4</b>	<b>2%</b>	<b>18,3</b>	<b>5%</b>	<b>10,9</b>
dont					
Japon	2,6	1%	4,4	1%	1,8
<b>Ensemble des pays</b>	<b>374,6</b>	<b>100%</b>	<b>374,6</b>	<b>100%</b>	<b>0,0</b>

### Modifications par rapport à l'année précédente

---

#### Fondements méthodologiques et statistiques

##### Définition

Celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise à l'étranger. Habituellement, il y a un investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe à hauteur d'au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger. La statistique suisse des investissements directs repose sur les directives du FMI (Manuel de la balance des paiements, 5<sup>e</sup> édition) et de l'OCDE (Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux, 3<sup>e</sup> édition).

##### Enquêtes

La Banque nationale suisse recueille chaque année et chaque trimestre des données sur les participations transfrontières, en d'autres termes sur les investissements directs suisses à l'étranger et sur les investissements directs étrangers en Suisse. Ces enquêtes portent sur la situation en fin d'année et de trimestre. Environ 1100 entreprises ou groupes établis en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein participent à l'enquête annuelle. Des données sont recueillies auprès des entreprises dont les stocks d'investissements directs dépassent 10 millions de francs.

##### Objet des enquêtes

L'enquête annuelle porte sur les stocks d'investissements directs (participations aux fonds propres et crédits au sein de groupes), sur les flux financiers enregistrés au cours de l'année en rapport avec les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital, etc.) et les crédits au sein de groupes ainsi que sur les bénéfices réinvestis. Ces derniers représentent la part du résultat d'exploitation qui n'est pas distribuée. Ils permettent à l'investisseur direct, de renforcer sa position sans avoir à exporter, au sens strict, des capitaux. En outre, des données sont demandées aux entreprises sur leurs effectifs en Suisse ainsi que dans les filiales et succursales à l'étranger. Les données sur les effectifs employés en Suisse dans les filiales qui sont en mains étrangères, mais n'entrent pas dans les enquêtes de la BNS sur les investissements directs, proviennent de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Les données sur les revenus transférés proviennent de l'enquête trimestrielle sur les investissements directs. Elles tiennent compte non seulement des revenus transférés qui sont tirés des capitaux d'investissements directs à l'étranger (dividendes), mais aussi du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes. Les contributions versées par des investisseurs directs en vue d'assainissements ainsi que les impôts à la

source non récupérables sont portés en déduction.

##### Evaluation des stocks d'investissements directs en fin d'année

Les montants en fin d'année reposent sur des valeurs comptables. Ces valeurs sont en général inférieures aux valeurs marchandes.

##### Rapport entre la variation des stocks d'investissements directs et les flux de capitaux

Bien que les flux de capitaux se répercutent sur les stocks d'investissements directs, on ne peut, à partir d'une variation des stocks, tirer des conclusions immédiates en ce qui concerne les flux de capitaux et inversement. Les variations des stocks proviennent aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux de capitaux. Ainsi, les stocks peuvent varier à cause de l'évolution des cours de change, d'une modification dans la méthode comptable (adaptation aux normes comptables internationales, par exemple), etc. Lors d'une acquisition, le *goodwill* (différence entre le prix d'achat et la valeur comptable de l'entreprise) conduit à des flux de capitaux qui peuvent être supérieurs à l'augmentation des stocks d'investissements. D'un autre côté, les acquisitions qui sont financées à l'étranger ne donnent pas lieu à des sorties de capitaux. Des écarts peuvent découler de la prise en compte, dans la statistique, d'entreprises nouvelles (extension du cercle des entreprises appelées à fournir des données) si celles-ci avaient déjà procédé à des investissements directs. Dans un tel cas, la statistique n'indique aucun flux expliquant l'accroissement des stocks d'investissements.

### **Effectifs**

Sont considérées comme faisant partie du personnel toutes les personnes travaillant au moins 6 heures par semaine, y compris les apprentis, les auxiliaires et les personnes du service externe. Les données proviennent de la BNS et de l'OFS. Dans les enquêtes de la BNS, les effectifs sont recensés dans toutes les participations, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires. Ils sont indiqués au prorata de la part du capital qui est détenue par l'investisseur direct. En revanche, les données recueillies par l'OFS portent sur la totalité des effectifs dans les entreprises qui sont majoritairement en mains d'investisseurs étrangers; elles ne sont donc pas établies en fonction de la part du capital qui est détenue par l'investisseur étranger.

### **Répartition géographique**

Dans les investissements directs suisses à l'étranger, on indique autant que possible le pays de l'investisseur *ultime* (*ultimate beneficial owner*). Dans la pratique toutefois, ce principe ne peut être suivi dans chaque cas. Les investissements directs étrangers en Suisse sont publiés selon une répartition faite en fonction du pays de l'investisseur *immédiat*. En outre, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse et les effectifs dans les entreprises étrangères en Suisse sont répartis également selon le pays de l'investisseur *ultime*.

### **Répartition par branches**

La répartition par branches est faite selon l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Depuis 2004, elle se base sur la NOGA 2002 (Nomenclature générale des activités économiques). Elle reposait avant cette date sur l'ancienne Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE). Dans le cadre de la présente publication, les branches ont été regroupées. Les définitions de ces groupes de branches figurent à la page 18.

## **Fondements juridiques**

Les enquêtes sur les investissements directs reposent sur la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et sur l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale. En vertu de l'annexe à l'ordonnance relative à la loi sur la Banque nationale, les personnes morales et les sociétés sont tenues de fournir des données si leurs investissements directs à l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête et si des investisseurs directs étrangers détiennent plus de 10 millions dans leur capital.

## Définition des groupes de branches<sup>1</sup>

<b>Textile et habillement</b>	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
<b>Chimie et plastique</b>	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
<b>Métallurgie et machines</b>	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
<b>Electronique, énergie, optique et horlogerie</b>	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
<b>Autres industries et construction</b>	01: Agriculture et chasse; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
<b>Commerce</b>	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
<b>Sociétés financières et holdings</b>	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15 Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
<b>Banques</b>	65: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
<b>Assurances</b>	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
<b>Transports et communications</b>	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
<b>Autres services</b>	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15 Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

<sup>1</sup> La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

## Définition des pays et des régions<sup>1</sup>

<b>Définition des pays</b>	
<b>France</b>	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
<b>Portugal</b>	Y compris les Açores et Madère.
<b>Espagne</b>	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
<b>Royaume-Uni</b>	Englobe l'Angleterre, l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
<b>Norvège</b>	Y compris Svalbard et Jan Mayen.
<b>Etats-Unis</b>	Y compris Porto Rico et Navassa.
<b>Nouvelle-Zélande</b>	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
<b>Malaisie</b>	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
<b>Taiwan</b>	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
<b>Inde</b>	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
<b>Indonésie</b>	Y compris le Timor-Leste jusqu'en 2003.
<b>Emirats arabes unis</b>	Abou Dhabi, Dubaï, Sharjah, Adjman, Umm al-Qaiwain, Ras al Khaimah et Fudjairah.
<b>Maroc</b>	Y compris le Sahara occidental.

## Définition des régions

<b>UE</b>	Belgique, Danemark, Allemagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Suède, Espagne et Royaume-Uni; y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre depuis 2004, ainsi que Bulgarie et Roumanie à partir de 2007.
<b>Reste de l'Europe</b>	Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Saint-Siège, Islande, Croatie, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, centres financiers off-shore d'Europe, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Turquie et Ukraine. Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie. Sans la Principauté de Liechtenstein qui est rattachée à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
<b>Centres financiers offshore d'Europe</b>	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
<b>Amérique du Nord</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
<b>Asie</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Territoires palestiniens occupés, Géorgie, Irak, Iran, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Syrie, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan et Ouzbékistan.
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador ainsi que Trinité-et-Tobago.
<b>Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud</b>	Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.
<b>Afrique</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Ouganda et République centrafricaine.
<b>Océanie</b> (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Samoa américaines, île Bouvet, îles Cocos (Keeling), îles Cook, île Christmas, Fidji, Etats fédérés de Micronésie, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, îles Heard et McDonald, Kiribati, îles Marshall, îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, île Norfolk, Nauru, Niué, Polynésie française, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Palaos, îles Salomon, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, îles mineures éloignées des Etats-Unis, Vanuatu, Wallis et Futuna ainsi que Samoa.

<sup>1</sup> La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2003 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues du rapport sur la balance des paiements, qui peut être consultée, en format XLS, sur le site Internet de la BNS ([www.snb.ch](http://www.snb.ch)), sous Publications.

## Tableaux

Page	Tableau
	<b>Investissements directs suisses à l'étranger</b>
A2	1.1 Pays – Exportations de capitaux
A4	1.2 Pays – Etat en fin d'année
A6	1.3 Pays – Effectifs
A8	1.4 Branches et secteurs – Exportations de capitaux
A9	1.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A10	1.6 Branches et secteurs – Effectifs
A11	1.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A12	1.8 Type de capital et groupes de pays – Exportations de capitaux
	<b>Investissements directs étrangers en Suisse</b>
A14	2.1 Pays – Importations de capitaux
A15	2.2 Pays – Etat en fin d'année
A16	2.3 Pays – Effectifs
A19	2.4 Branches et secteurs – Importations de capitaux
A19	2.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A20	2.6 Branches et secteurs – Effectifs
A21	2.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A22	2.8 Type de capital et groupes de pays – Importations de capitaux
A24	Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

### Explication des signes

. Donnée non connue, confidentielle, non pertinente, plus demandée ou aucun établissement déclarant (donnée manquante).

| Rupture dans la série.

### Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

### Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en décembre, à l'occasion de la publication du rapport sur les investissements directs. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en août lors de la parution du rapport sur la balance des paiements. Le rapport publié en décembre sur les investissements directs contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Ces révisions tiennent compte des données parvenues ultérieurement.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources, y compris pour une période antérieure, sont précisés dans la partie « Commentaires » du rapport sur les investissements directs.

### Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur les investissements directs sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous [www.snb.ch](http://www.snb.ch), *Publications, Investissements directs*. Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

## 1.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays<sup>1</sup>

### Exportations de capitaux<sup>2, 3, 4</sup>

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
<b>Europe</b>	<b>9 437</b>	<b>14 550</b>	<b>24 649</b>	<b>38 396</b>	<b>39 603</b>
<b>UE<sup>5</sup></b>	<b>6 524</b>	<b>14 911</b>	<b>20 963</b>	<b>36 247</b>	<b>32 137</b>
<b>Reste de l'Europe<sup>6</sup></b>	<b>2 912</b>	<b>- 361</b>	<b>3 687</b>	<b>2 149</b>	<b>7 466</b>
<b>Pays sélectionnés</b>					
Etats baltes <sup>7</sup>	7	- 14	79	75	62
Belgique	2 634	786	- 2 981	138	- 558
Bulgarie	37	29	78	57	89
Danemark	485	220	- 416	570	- 1 065
Allemagne	304	98	8 259	8 854	3 841
Finlande	16	405	- 14	406	406
France <sup>8</sup>	- 1 873	3 197	1 909	1 704	1 366
Grèce	369	108	282	536	937
Irlande	33	- 511	1 493	9 331	1 314
Italie	- 1 877	154	900	1 736	8 390
Croatie	64	50	51	71	194
Luxembourg	4 352	- 302	- 3 266	7 603	11 562
Pays-Bas	583	3 785	8 877	- 6 189	- 2 144
Norvège	.	- 1 975	261	204	- 15
Autriche	595	627	605	1 730	670
Pologne	117	340	465	481	682
Portugal	- 266	45	- 21	1 853	- 1 040
Roumanie	86	108	154	320	99
Fédération de Russie	- 21	294	887	1 381	1 063
Suède	401	737	- 2 020	- 493	- 107
Slovaquie	- 4	93	31	88	85
Espagne	27	471	2 699	971	- 2 535
République tchèque	- 496	366	822	- 251	592
Turquie	51	213	722	50	413
Ukraine	69	180	192	683	205
Hongrie	132	- 65	564	284	- 886
Royaume-Uni <sup>9</sup>	741	4 597	2 639	6 785	9 611
Centres financiers offshore <sup>10</sup>	2 855	661	1 212	- 765	5 429
<b>Amérique du Nord</b>	<b>6 769</b>	<b>8 878</b>	<b>22 832</b>	<b>23 007</b>	<b>- 5 032</b>
Canada	353	3 141	6 077	1 907	2 498
Etats-Unis	6 416	5 737	16 755	21 100	- 7 531
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>3 753</b>	<b>3 281</b>	<b>6 732</b>	<b>21 346</b>	<b>16 463</b>
dont					
Argentine	345	62	407	10	249
Bolivie	10	3	8	0	42
Brésil	163	444	662	3 784	12 434
Chili	- 14	31	96	152	- 117
Costa Rica	85	38	476	646	752
Equateur	14	15	50	- 38	47
Guatemala	13	1	0	14	6
Colombie	- 19	12	119	- 99	19
Mexique	- 61	155	107	757	442
Pérou	- 61	100	- 34	- 26	82
Uruguay	33	80	135	746	57
Venezuela	178	97	90	181	- 102
Centres financiers offshore <sup>11</sup>	3 943	2 081	2 636	15 682	1 258



2003	2004	2005	2006	2007
1	2	3	4	5

<b>Asie</b>	<b>128</b>	<b>5 180</b>	<b>6 757</b>	<b>10 318</b>	<b>5 640</b>
dont					
Bangladesh	- 0	19	- 3	13	- 13
Chine	- 188	196	829	919	774
Hong Kong	101	- 144	607	1 154	262
Inde	140	164	248	370	846
Indonésie	- 32	2	108	25	153
Israël	44	47	80	154	40
Japon	- 165	1 045	113	645	2 767
Corée (Sud)	6	22	670	498	782
Malaisie	209	- 3	- 76	109	99
Pakistan	21	220	183	296	277
Philippines	- 62	- 212	775	584	373
Arabie saoudite	- 18	- 19	108	69	15
Singapour	- 202	3 687	2 162	4 442	- 1 148
Sri Lanka	- 14	6	10	6	14
Taiwan	45	55	189	116	67
Thaïlande	180	124	285	509	460
Emirats arabes unis	- 22	4	- 47	178	- 113
Vietnam	25	8	- 22	48	- 21
<b>Afrique</b>	<b>- 248</b>	<b>- 372</b>	<b>1 731</b>	<b>810</b>	<b>1 585</b>
dont					
Egypte	31	28	276	161	137
Côte d'Ivoire	4	- 16	- 2	77	79
Kenya	- 2	11	13	20	18
Maroc	34	6	59	34	- 35
Nigéria	26	3	- 6	19	22
Afrique du Sud	- 243	- 72	1 095	431	1 016
Tunisie	- 9	4	6	- 5	0
<b>Océanie</b>	<b>957</b>	<b>1 150</b>	<b>949</b>	<b>1 192</b>	<b>1 353</b>
dont					
Australie	992	1 138	869	1 126	1 212
Nouvelle-Zélande	- 54	9	58	38	114
<b>Ensemble des pays</b>	<b>20 795</b>	<b>32 666</b>	<b>63 651</b>	<b>95 068</b>	<b>59 612</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>5</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>7</sup> Estonie, Lettonie et Lituanie.

<sup>8</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>9</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

<sup>10</sup> Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

<sup>11</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

## 1.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays<sup>1</sup>

Etat en fin d'année (valeur comptable)<sup>2, 3</sup>

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Europe</b>	<b>218 498</b>	<b>233 967</b>	<b>288 358</b>	<b>302 720</b>	<b>344 030</b>	<b>46.5</b>
<b>UE<sup>4</sup></b>	<b>181 082</b>	<b>200 961</b>	<b>249 248</b>	<b>263 688</b>	<b>291 697</b>	<b>39.4</b>
<b>Reste de l'Europe<sup>5</sup></b>	<b>37 416</b>	<b>33 006</b>	<b>39 110</b>	<b>39 032</b>	<b>52 333</b>	<b>7.1</b>
<b>Pays sélectionnés</b>						
Etats baltes <sup>6</sup>	150	109	235	275	402	0.1
Belgique	13 732	14 886	11 342	9 419	7 003	0.9
Bulgarie	89	121	193	365	472	0.1
Danemark	1 216	1 646	1 652	2 339	3 002	0.4
Allemagne	26 366	24 388	39 424	42 498	49 153	6.6
Finlande	1 783	2 003	2 926	3 062	2 912	0.4
France <sup>7</sup>	20 273	22 553	26 749	30 261	29 373	4.0
Grèce	2 069	1 967	2 299	2 757	4 059	0.5
Irlande	6 674	6 005	9 695	8 686	8 162	1.1
Italie	8 855	10 388	12 610	14 460	23 131	3.1
Croatie	208	228	442	461	572	0.1
Luxembourg	20 859	22 284	19 022	24 052	31 963	4.3
Pays-Bas	18 183	20 416	34 381	31 247	33 968	4.6
Norvège	.	1 806	3 193	3 366	3 293	0.4
Autriche	5 653	5 295	5 352	7 807	8 049	1.1
Pologne	1 964	2 581	3 470	4 144	4 972	0.7
Portugal	1 700	2 080	2 240	4 407	3 814	0.5
Roumanie	351	410	852	1 288	1 600	0.2
Fédération de Russie	1 607	2 194	3 594	4 684	5 639	0.8
Suède	2 917	1 780	1 369	1 348	1 469	0.2
Slovaquie	172	300	382	543	592	0.1
Espagne	8 824	8 201	11 772	12 200	13 038	1.8
République tchèque	1 564	2 094	3 037	2 535	3 031	0.4
Turquie	1 129	1 401	2 110	1 875	2 598	0.4
Ukraine	242	420	615	1 045	1 177	0.2
Hongrie	790	1 058	2 035	2 056	1 813	0.2
Royaume-Uni <sup>8</sup>	41 977	49 207	57 356	56 549	57 076	7.7
Centres financiers offshore <sup>9</sup>	23 737	26 023	27 474	25 131	35 235	4.8
<b>Amérique du Nord</b>	<b>83 334</b>	<b>84 438</b>	<b>124 993</b>	<b>161 636</b>	<b>147 956</b>	<b>20.0</b>
Canada	2 952	1 026	9 505	33 382	34 220	4.6
Etats-Unis	80 382	83 412	115 487	128 254	113 736	15.4
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>74 188</b>	<b>87 359</b>	<b>93 715</b>	<b>144 035</b>	<b>164 732</b>	<b>22.2</b>
dont						
Argentine	1 372	1 284	1 610	1 005	1 193	0.2
Bolivie	59	51	54	47	43	0.0
Brésil	3 858	4 288	6 801	21 961	34 689	4.7
Chili	579	805	1 172	1 165	964	0.1
Costa Rica	402	- 70	629	805	1 143	0.2
Equateur	405	355	436	363	354	0.0
Guatemala	152	144	181	152	155	0.0
Colombie	801	810	1 192	1 035	1 203	0.2
Mexique	3 836	3 206	3 362	4 444	4 912	0.7
Pérou	224	331	507	465	564	0.1
Uruguay	378	102	123	1 119	976	0.1
Venezuela	849	891	911	890	1 141	0.2
Centres financiers offshore <sup>10</sup>	55 104	69 188	67 858	111 691	117 877	15.9

2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
1	2	3	4	5	6

<b>Asie</b>	<b>32 374</b>	<b>35 462</b>	<b>45 529</b>	<b>55 943</b>	<b>60 367</b>	<b>8.2</b>
dont						
Bangladesh	35	50	25	29	11	0.0
Chine	2 404	2 723	3 535	3 915	4 754	0.6
Hong Kong	3 942	3 052	3 811	4 187	4 505	0.6
Inde	628	794	1 924	2 203	2 751	0.4
Indonésie	791	739	3 511	6 126	6 336	0.9
Israël	209	740	859	1 006	1 046	0.1
Japon	7 239	8 067	8 877	9 843	13 682	1.8
Corée (Sud)	1 532	1 576	2 263	2 557	3 284	0.4
Malaisie	1 347	1 338	1 502	1 593	1 694	0.2
Pakistan	296	567	686	955	1 289	0.2
Philippines	1 747	1 671	1 825	2 058	2 472	0.3
Arabie saoudite	243	212	177	314	148	0.0
Singapour	9 045	11 147	12 890	16 797	13 547	1.8
Sri Lanka	- 21	- 16	- 4	- 10	1	0.0
Taiwan	736	814	966	1 006	1 110	0.1
Thaïlande	1 088	1 045	1 016	1 379	2 004	0.3
Emirats arabes unis	626	526	568	672	417	0.1
Vietnam	86	- 1	94	154	139	0.0
<b>Afrique</b>	<b>3 305</b>	<b>2 567</b>	<b>3 510</b>	<b>7 724</b>	<b>10 888</b>	<b>1.5</b>
dont						
Egypte	338	351	537	531	558	0.1
Côte d'Ivoire	94	146	124	165	273	0.0
Kenya	96	105	124	143	159	0.0
Maroc	263	287	292	340	346	0.0
Nigéria	41	35	56	75	233	0.0
Afrique du Sud	1 156	1 387	1 835	5 007	7 459	1.0
Tunisie	20	29	36	50	21	0.0
<b>Océanie</b>	<b>10 545</b>	<b>9 514</b>	<b>11 646</b>	<b>11 249</b>	<b>12 501</b>	<b>1.7</b>
dont						
Australie	10 307	9 300	11 195	10 752	11 893	1.6
Nouvelle-Zélande	38	10	212	245	348	0.0
<b>Ensemble des pays</b>	<b>422 244</b>	<b>453 307</b>	<b>567 751</b>	<b>683 307</b>	<b>740 472</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>4</sup> UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Estonie, Lettonie et Lituanie.

<sup>7</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>8</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

<sup>9</sup> Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

<sup>10</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

### 1.3 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays<sup>1</sup>

Effectifs à l'étranger, en fin d'année<sup>2, 3</sup>

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Europe</b>	<b>910 654</b>	<b>941 212</b>	<b>973 141</b>	<b>1 105 326</b>	<b>1 136 550</b>	<b>48.4</b>
UE <sup>4</sup>	758 999	853 374	877 296	942 737	1 003 889	42.7
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	151 655	87 838	95 845	162 589	132 661	5.6
<b>Pays sélectionnés</b>						
Etats baltes <sup>6</sup>	1 891	2 005	2 363	2 752	3 723	0.2
Belgique	22 853	23 304	23 322	25 927	25 563	1.1
Bulgarie	3 648	4 151	5 085	6 137	6 643	0.3
Danemark	11 687	11 799	11 410	11 726	12 009	0.5
Allemagne	218 267	213 338	218 900	228 093	241 847	10.3
Finlande	12 001	12 493	11 264	15 227	16 219	0.7
France <sup>7</sup>	158 648	158 121	162 670	184 038	167 427	7.1
Grèce	9 852	9 915	10 463	12 478	15 113	0.6
Irlande	5 158	7 478	7 699	8 570	9 506	0.4
Italie	62 295	67 730	65 484	69 438	78 683	3.3
Croatie	3 343	3 541	3 817	3 874	4 659	0.2
Luxembourg	2 584	3 039	3 308	3 608	3 806	0.2
Pays-Bas	35 480	36 968	36 773	37 662	40 705	1.7
Norvège	.	7 707	7 750	8 286	8 886	0.4
Autriche	34 454	37 243	38 245	40 066	41 470	1.8
Pologne	20 946	22 454	23 436	28 464	32 012	1.4
Portugal	9 447	9 743	9 691	10 332	10 329	0.4
Roumanie	8 376	9 559	10 075	10 902	12 850	0.5
Fédération de Russie	41 182	41 130	46 068	97 524	81 581	3.5
Suède	21 305	21 320	20 932	22 582	23 735	1.0
Slovaquie	4 072	7 901	7 585	7 385	7 656	0.3
Espagne	49 183	51 913	54 466	57 776	59 757	2.5
République tchèque	20 886	24 662	26 952	27 764	28 848	1.2
Turquie	8 930	8 461	9 758	11 253	12 482	0.5
Ukraine	6 713	8 144	8 125	18 649	17 864	0.8
Hongrie	12 158	20 817	25 303	27 568	29 657	1.3
Royaume-Uni <sup>8</sup>	105 788	103 414	108 915	112 211	126 000	5.4
Centres financiers offshore <sup>9</sup>	1 476	1 606	1 152	1 338	2 278	0.1
<b>Amérique du Nord</b>	<b>327 624</b>	<b>314 666</b>	<b>338 068</b>	<b>359 455</b>	<b>377 960</b>	<b>16.1</b>
Canada	30 818	28 981	29 943	34 902	38 037	1.6
Etats-Unis	296 806	285 685	308 125	324 553	339 922	14.5
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>180 203</b>	<b>197 750</b>	<b>210 457</b>	<b>221 821</b>	<b>244 518</b>	<b>10.4</b>
dont						
Argentine	13 928	14 867	18 070	17 535	19 057	0.8
Bolivie	196	221	4 005	4 251	4 232	0.2
Brésil	87 062	91 486	91 541	94 134	105 655	4.5
Chili	13 420	14 372	15 898	16 576	14 650	0.6
Costa Rica	2 052	2 450	2 449	2 493	3 755	0.2
Equateur	4 290	4 212	3 012	3 642	3 242	0.1
Guatemala	1 532	2 265	2 044	2 039	2 548	0.1
Colombie	7 799	7 969	9 529	10 744	11 031	0.5
Mexique	26 300	31 055	32 715	36 681	45 057	1.9
Pérou	4 821	5 481	5 526	5 885	6 630	0.3
Uruguay	557	713	830	982	1 058	0.0
Venezuela	8 045	8 945	9 356	10 628	11 313	0.5
Centres financiers offshore <sup>10</sup>	6 212	7 143	7 665	8 106	8 122	0.3

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6

<b>Asie</b>	<b>283 620</b>	<b>303 701</b>	<b>373 104</b>	<b>408 446</b>	<b>466 490</b>	<b>19.8</b>
dont						
Bangladesh	1 769	1 733	1 921	1 863	2 064	0.1
Chine	60 164	68 875	81 116	94 252	108 588	4.6
Hong Kong	16 770	16 155	17 455	19 356	21 206	0.9
Inde	21 481	22 584	26 611	41 285	53 257	2.3
Indonésie	12 884	12 955	59 587	48 840	47 725	2.0
Israël	4 955	5 457	5 311	5 650	5 846	0.2
Japon	35 134	39 170	40 546	44 418	65 303	2.8
Corée (Sud)	6 601	7 105	7 362	7 989	8 772	0.4
Malaisie	20 017	22 186	21 454	23 695	21 902	0.9
Pakistan	5 587	6 909	5 720	10 008	12 976	0.6
Philippines	12 204	12 723	14 082	15 301	12 265	0.5
Arabie saoudite	3 584	3 485	3 590	3 715	4 303	0.2
Singapour	16 679	16 813	18 243	20 404	24 397	1.0
Sri Lanka	1 701	1 667	1 756	1 507	1 576	0.1
Taiwan	11 070	10 497	10 874	11 133	11 564	0.5
Thaïlande	36 499	37 974	39 358	39 391	41 315	1.8
Emirats arabes unis	2 576	2 566	3 262	3 151	4 269	0.2
Vietnam	7 408	7 800	7 959	8 583	10 003	0.4
<b>Afrique</b>	<b>74 204</b>	<b>68 968</b>	<b>73 402</b>	<b>77 949</b>	<b>83 842</b>	<b>3.6</b>
dont						
Egypte	7 762	8 570	9 416	9 422	10 648	0.5
Côte d'Ivoire	2 224	2 145	2 171	2 140	2 603	0.1
Kenya	1 193	1 245	1 480	1 552	2 036	0.1
Maroc	3 263	3 263	3 306	3 573	3 478	0.1
Nigéria	6 419	5 843	5 957	6 085	4 514	0.2
Afrique du Sud	28 074	29 069	29 626	31 615	35 020	1.5
Tunisie	1 865	2 395	2 596	2 796	2 449	0.1
<b>Océanie</b>	<b>32 633</b>	<b>36 040</b>	<b>35 962</b>	<b>39 386</b>	<b>40 878</b>	<b>1.7</b>
dont						
Australie	28 213	31 412	30 912	33 773	34 873	1.5
Nouvelle-Zélande	3 630	3 791	4 050	4 316	4 616	0.2
<b>Ensemble des pays</b>	<b>1 808 938</b>	<b>1 862 338</b>	<b>2 004 133</b>	<b>2 212 383</b>	<b>2 350 238</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>4</sup> UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Estonie, Lettonie et Lituanie.

<sup>7</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>8</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

<sup>9</sup> Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

<sup>10</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caimans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

## 1.4 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Exportations de capitaux<sup>2, 3, 4</sup>

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>6 425</b>	<b>21 620</b>	<b>27 214</b>	<b>55 779</b>	<b>24 856</b>
Textile et habillement <sup>5, 6</sup>	813	- 56	- 1 683	2 485	4 686
Chimie et plastique	3 238	11 893	20 221	23 224	6 181
Métallurgie et machines	1 433	2 053	798	9 748	5 173
Electronique, énergie, optique et horlogerie	- 3 247	836	1 048	3 553	1 863
Autres industries et construction <sup>7</sup>	4 189	6 894	6 830	16 769	6 953
<b>Services</b>	<b>14 369</b>	<b>11 046</b>	<b>36 436</b>	<b>39 289</b>	<b>34 755</b>
Commerce	- 617	1 387	8 260	- 2 239	- 855
Sociétés financières et holdings	7 359	1 940	10 443	8 895	14 769
dont					
en mains suisses <sup>8</sup>	2 663	- 306	1 993	3 658	2 717
en mains étrangères <sup>9</sup>	4 696	2 246	8 450	5 237	12 052
Banques	6 176	3 225	8 383	21 907	12 187
Assurances	1 414	3 815	5 893	8 942	- 3 608
Transports et communications <sup>10</sup>	- 540	- 47	1 317	1 325	7 338
Autres services <sup>11</sup>	576	726	2 140	460	4 924
<b>Total</b>	<b>20 795</b>	<b>32 666</b>	<b>63 651</b>	<b>95 068</b>	<b>59 612</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>9</sup></b>	<b>16 098</b>	<b>30 421</b>	<b>55 201</b>	<b>89 832</b>	<b>47 560</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres industries et construction.

<sup>6</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>7</sup> Jusqu'en 1992, y compris Textile et habillement.

<sup>8</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

<sup>9</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

<sup>10</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres services.

<sup>11</sup> Jusqu'en 1992, y compris Transports et communications.

## 1.5 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Etat en fin d'année (valeur comptable)<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Industrie</b>	<b>142 867</b>	<b>160 186</b>	<b>207 555</b>	<b>267 045</b>	<b>302 598</b>	<b>40.9</b>
Textile et habillement <sup>4,5</sup>	9 443	9 525	7 581	15 888	21 462	2.9
Chimie et plastique	62 647	74 905	95 892	118 263	127 684	17.2
Métallurgie et machines	20 477	23 508	26 182	42 013	47 301	6.4
Electronique, énergie, optique et horlogerie	12 397	11 554	24 226	27 349	33 745	4.6
Autres industries et construction <sup>6</sup>	37 903	40 695	53 673	63 532	72 406	9.8
<b>Services</b>	<b>279 377</b>	<b>293 121</b>	<b>360 197</b>	<b>416 262</b>	<b>437 874</b>	<b>59.1</b>
Commerce	10 819	16 203	24 924	24 568	27 197	3.7
Sociétés financières et holdings	115 140	118 291	154 468	195 661	209 719	28.3
dont						
en mains suisses <sup>7</sup>	25 849	28 856	31 912	34 492	34 238	4.6
en mains étrangères <sup>8,9</sup>	89 291	89 435	122 556	161 169	175 481	23.7
Banques	57 078	59 480	70 038	81 410	86 794	11.7
Assurances	82 826	86 585	95 902	96 847	84 393	11.4
Transports et communications <sup>10</sup>	3 847	3 300	4 219	5 544	12 082	1.6
Autres services <sup>11</sup>	9 669	9 263	10 646	12 232	17 689	2.4
<b>Total</b>	<b>422 244</b>	<b>453 307</b>	<b>567 751</b>	<b>683 307</b>	<b>740 472</b>	<b>100.0</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>8</sup></b>	<b>332 954</b>	<b>363 873</b>	<b>445 195</b>	<b>522 137</b>	<b>564 991</b>	<b>76.3</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres industries et construction.

<sup>5</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1992, y compris Textile et habillement.

<sup>7</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

<sup>8</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

<sup>9</sup> En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>10</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres services.

<sup>11</sup> Jusqu'en 1992, y compris Transports et communications.

## 1.6 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

Effectifs à l'étranger, en fin d'année<sup>2, 3</sup>

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Industrie</b>	<b>1 046 638</b>	<b>1 036 510</b>	<b>1 085 528</b>	<b>1 182 157</b>	<b>1 244 610</b>	<b>53.0</b>
Textile et habillement <sup>4, 5</sup>	93 098	83 651	88 282	93 214	100 018	4.3
Chimie et plastique	254 291	256 546	267 457	276 768	283 751	12.1
Métallurgie et machines	190 704	198 189	207 901	259 573	268 043	11.4
Electronique, énergie, optique et horlogerie	182 873	177 324	181 397	184 383	207 848	8.8
Autres industries et construction <sup>6</sup>	325 672	320 801	340 491	368 218	384 951	16.4
<b>Services</b>	<b>762 300</b>	<b>825 828</b>	<b>918 605</b>	<b>1 030 226</b>	<b>1 105 628</b>	<b>47.0</b>
Commerce	118 004	149 130	165 209	184 954	199 468	8.5
Sociétés financières et holdings dont	315 086	360 560	413 492	462 317	496 574	21.1
en mains suisses <sup>7</sup>	40 019	42 726	43 405	44 034	38 815	1.7
en mains étrangères <sup>8</sup>	275 068	317 833	370 087	418 283	457 759	19.5
Banques	71 580	75 904	81 710	92 765	102 984	4.4
Assurances	89 951	85 283	83 725	85 492	78 828	3.4
Transports et communications <sup>9</sup>	59 471	66 181	76 852	97 953	113 280	4.8
Autres services <sup>10</sup>	108 208	88 770	97 618	106 746	114 495	4.9
<b>Total</b>	<b>1 808 938</b>	<b>1 862 338</b>	<b>2 004 133</b>	<b>2 212 383</b>	<b>2 350 238</b>	<b>100.0</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>8</sup></b>	<b>1 533 870</b>	<b>1 544 505</b>	<b>1 634 046</b>	<b>1 794 100</b>	<b>1 892 479</b>	<b>80.5</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres industries et construction.

<sup>5</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1992, y compris Textile et habillement.

<sup>7</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

<sup>8</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

<sup>9</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres services.

<sup>10</sup> Jusqu'en 1992, y compris Transports et communications.



## 1.7 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Revenus de capitaux<sup>2,3,4</sup>

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>17 333</b>	<b>20 839</b>	<b>27 657</b>	<b>32 555</b>	<b>36 181</b>
Textile et habillement <sup>5</sup>	684	515	2 002	211	3 139
Chimie et plastique	9 165	9 927	13 700	15 576	12 703
Métallurgie et machines	1 366	3 051	2 885	3 036	4 053
Electronique, énergie, optique et horlogerie	- 40	2	716	2 679	3 237
Autres industries et construction	6 159	7 345	8 354	11 053	13 048
<b>Services</b>	<b>26 244</b>	<b>28 106</b>	<b>48 866</b>	<b>36 429</b>	<b>23 654</b>
Commerce	1 743	1 113	3 251	24	2 540
Sociétés financières et holdings	13 524	14 579	29 568	6 649	18 982
dont					
en mains suisses <sup>6</sup>	1 205	813	1 608	2 607	3 819
en mains étrangères <sup>7</sup>	12 319	13 767	27 960	4 041	15 164
Banques	3 581	6 637	8 021	17 031	- 8 671
Assurances	7 064	4 532	6 836	10 729	8 081
Transports et communications	119	378	612	1 053	1 290
Autres services	212	867	578	944	1 433
<b>Total</b>	<b>43 577</b>	<b>48 945</b>	<b>76 523</b>	<b>68 983</b>	<b>59 835</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>7</sup></b>	<b>31 258</b>	<b>35 178</b>	<b>48 563</b>	<b>64 942</b>	<b>44 672</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

<sup>3</sup> Le signe moins (-) indique une perte.

<sup>4</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>5</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>6</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

<sup>7</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

## 1.8 Investissements directs suisses à l'étranger – Type de capital et groupes de pays<sup>1</sup>

### Exportations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
<b>Capital social</b>					
Europe	142	4 751	7 743	40 553	23 821
UE <sup>4</sup>	- 1 975	5 595	5 756	41 944	20 947
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	2 116	- 844	1 988	- 1 391	2 875
Amérique du Nord	7 811	5 710	9 755	6 284	3 454
Amérique centrale et du Sud	- 1 017	1 105	2 783	11 698	2 094
dont centres financiers offshore <sup>6</sup>	- 660	398	1 296	7 212	966
Asie	- 1 462	52	854	3 604	4 452
Afrique	- 14	- 37	235	114	288
Océanie	121	37	612	422	46
Ensemble des pays	5 581	11 617	21 982	62 676	34 155
<b>Bénéfices réinvestis</b>					
Europe	6 643	8 227	19 431	2 912	15 113
UE <sup>4</sup>	7 089	7 247	16 759	656	11 734
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	- 447	980	2 672	2 256	3 379
Amérique du Nord	772	1 505	10 933	6 195	- 13 109
Amérique centrale et du Sud	4 497	4 747	5 589	10 671	5 878
dont centres financiers offshore <sup>6</sup>	3 861	4 100	4 275	7 967	930
Asie	3 101	5 336	4 983	5 911	705
Afrique	- 34	39	336	579	1 079
Océanie	1 142	1 314	- 255	156	1 199
Ensemble des pays	16 121	21 168	41 017	26 424	10 864

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5

## Crédits

Europe	2 652	1 572	- 2 525	- 5 069	670
UE <sup>4</sup>	1 410	2 070	- 1 552	- 6 352	- 543
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	1 243	- 498	- 973	1 283	1 213
Amérique du Nord	- 1 813	1 663	2 144	10 528	4 624
Amérique centrale et du Sud	273	- 2 572	- 1 640	- 1 023	8 491
dont centres financiers offshore <sup>6</sup>	741	- 2 418	- 2 934	504	- 638
Asie	- 1 511	- 207	920	803	482
Afrique	- 200	- 374	1 161	117	219
Océanie	- 307	- 201	591	613	108
Ensemble des pays	- 906	- 119	651	5 969	14 593

## Total

Europe	9 437	14 550	24 649	38 396	39 603
UE <sup>4</sup>	6 524	14 911	20 963	36 247	32 137
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	2 912	- 361	3 687	2 149	7 466
Amérique du Nord	6 769	8 878	22 832	23 007	- 5 032
Amérique centrale et du Sud	3 753	3 281	6 732	21 346	16 463
dont centres financiers offshore <sup>6</sup>	3 943	2 081	2 636	15 682	1 258
Asie	128	5 180	6 757	10 318	5 640
Afrique	- 248	- 372	1 731	810	1 585
Océanie	957	1 150	949	1 192	1 353
Ensemble des pays	20 795	32 666	63 651	95 068	59 612

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

## 2.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup>

### Importations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
<b>Europe</b>	<b>14 159</b>	<b>- 3924</b>	<b>24 000</b>	<b>29 150</b>	<b>53 047</b>
<b>UE<sup>4</sup></b>	<b>14 125</b>	<b>- 4 034</b>	<b>24 031</b>	<b>29 083</b>	<b>53 707</b>
<b>Reste de l'Europe<sup>5</sup></b>	<b>34</b>	<b>110</b>	<b>- 31</b>	<b>68</b>	<b>- 660</b>
<b>Pays sélectionnés</b>					
Belgique	4 807	320	- 1 073	69	939
Danemark	- 33	314	1 037	933	434
Allemagne	- 21	- 295	768	1 134	16 769
France <sup>6</sup>	939	784	2 158	13 895	1 919
Italie	- 96	- 2 131	211	428	753
Luxembourg	314	574	- 278	3 264	4 367
Pays-Bas	6 025	- 2 437	10 330	8 188	13 382
Autriche	- 9	735	9 826	2 534	13 022
Suède	244	- 25	- 913	73	955
Espagne	29	122	500	68	- 268
Royaume-Uni <sup>7</sup>	1 765	- 1 874	1 370	- 1 896	- 428
<b>Amérique du Nord</b>	<b>7 213</b>	<b>7 007</b>	<b>- 26 048</b>	<b>9 206</b>	<b>5 757</b>
Canada	290	111	- 455	5 372	2 127
Etats-Unis	6 923	6 896	- 25 594	3 834	3 630
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>932</b>	<b>- 1 400</b>	<b>878</b>	<b>164</b>	<b>350</b>
dont centres financiers offshore <sup>8</sup>	941	- 1 967	653	113	- 18
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>	<b>- 79</b>	<b>- 524</b>	<b>- 14</b>	<b>147</b>	<b>- 42</b>
dont Israël	26	33	62	54	45
Japon	- 263	- 229	- 117	- 90	- 44
<b>Ensemble des pays</b>	<b>22 224</b>	<b>1 159</b>	<b>- 1 184</b>	<b>38 667</b>	<b>59 113</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>7</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

<sup>8</sup> Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

## 2.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup>

### Etat en fin d'année (valeur comptable)<sup>2</sup>

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Europe</b>	<b>114 210</b>	<b>130 185</b>	<b>158 110</b>	<b>223 103</b>	<b>274 338</b>	<b>72.2</b>
<b>UE<sup>3</sup></b>	<b>112 304</b>	<b>128 063</b>	<b>155 108</b>	<b>219 885</b>	<b>271 854</b>	<b>71.6</b>
<b>Reste de l'Europe<sup>4</sup></b>	<b>1 906</b>	<b>2 122</b>	<b>3 002</b>	<b>3 217</b>	<b>2 484</b>	<b>0.7</b>
<b>Pays sélectionnés</b>						
Belgique	5 535	5 899	5 230	5 334	6 293	1.7
Danemark	5 854	9 416	8 776	9 540	9 670	2.5
Allemagne	16 327	18 225	20 961	22 876	28 257	7.4
France <sup>5</sup>	13 797	16 305	18 138	30 418	34 701	9.1
Italie	6 391	4 340	4 510	4 856	5 931	1.6
Luxembourg	9 214	9 650	11 806	17 009	22 779	6.0
Pays-Bas	41 840	46 902	55 556	65 478	83 880	22.1
Autriche	891	2 317	12 703	45 121	57 707	15.2
Suède	1 514	2 821	2 184	1 612	2 331	0.6
Espagne	630	856	1 268	1 402	1 403	0.4
Royaume-Uni <sup>6</sup>	9 755	10 703	13 311	15 148	17 039	4.5
<b>Amérique du Nord</b>	<b>81 931</b>	<b>89 590</b>	<b>59 164</b>	<b>66 480</b>	<b>72 966</b>	<b>19.2</b>
Canada	1 758	1 457	1 188	1 234	3 338	0.9
Etats-Unis	80 173	88 133	57 976	65 246	69 628	18.3
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>1 953</b>	<b>1 515</b>	<b>3 458</b>	<b>30 449</b>	<b>29 249</b>	<b>7.7</b>
dont centres financiers offshore <sup>7</sup>	1 649	70	1 784	28 844	27 077	7.1
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>	<b>2 572</b>	<b>2 404</b>	<b>2 904</b>	<b>3 278</b>	<b>3 341</b>	<b>0.9</b>
dont Israël	487	516	617	665	602	0.2
Japon	1 102	1 081	1 019	937	932	0.2
<b>Ensemble des pays</b>	<b>200 666</b>	<b>223 693</b>	<b>223 636</b>	<b>323 310</b>	<b>379 894</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>5</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

<sup>7</sup> Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

## 2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup>

Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs<sup>2</sup></b>						
Europe	124 517	153 167	167 112	177 260	192 083	84.4
UE <sup>3</sup>	124 032	152 506	166 482	176 777	191 537	84.2
Reste de l'Europe <sup>4</sup>	486	661	630	483	546	0.2
<b>Pays sélectionnés</b>						
Belgique	2 141	2 988	1 745	2 298	1 975	0.9
Danemark	6 092	12 712	13 492	14 404	14 820	6.5
Allemagne	35 249	46 094	48 695	47 160	53 655	23.6
France	8 600	12 999	14 443	21 259	21 970	9.7
Italie	4 225	4 656	6 154	6 805	9 806	4.3
Luxembourg	15 464	13 802	7 791	13 339	21 029	9.2
Pays-Bas	37 797	40 894	44 012	42 903	41 786	18.4
Autriche	1 558	2 763	6 389	7 217	7 775	3.4
Suède	2 811	4 678	3 952	4 019	4 679	2.1
Espagne	541	723	3 580	3 581	3 890	1.7
Royaume-Uni	7 483	7 911	14 431	11 338	7 109	3.1
<b>Amérique du Nord</b>	<b>30 505</b>	<b>32 590</b>	<b>29 208</b>	<b>31 086</b>	<b>30 496</b>	<b>13.4</b>
Canada	3 482	3 237	2 384	2 293	2 298	1.0
Etats-Unis	27 023	29 353	26 825	28 792	28 198	12.4
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>1 339</b>	<b>1 680</b>	<b>1 313</b>	<b>1 760</b>	<b>1 745</b>	<b>0.8</b>
dont						
centres financiers offshore <sup>5</sup>	1 259	1 541	1 159	1 596	1 560	0.7
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>	<b>1 468</b>	<b>1 162</b>	<b>2 017</b>	<b>3 083</b>	<b>3 217</b>	<b>1.4</b>
dont						
Israël	248	257	291	287	312	0.1
Japon	124	110	305	301	302	0.1
<b>Ensemble des pays</b>	<b>157 829</b>	<b>188 599</b>	<b>199 650</b>	<b>213 188</b>	<b>227 539</b>	<b>100.0</b>

2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
1	2	3	4	5	6

#### Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs<sup>6</sup>

<b>Europe</b>	<b>109 499</b>	<b>92 477</b>	<b>90 219</b>	<b>101 724</b>	<b>107 587</b>	<b>73.2</b>
<b>UE<sup>3</sup></b>	<b>109 166</b>	<b>91 813</b>	<b>88 112</b>	<b>97 777</b>	<b>105 818</b>	<b>72.0</b>
<b>Reste de l'Europe<sup>4</sup></b>	<b>333</b>	<b>664</b>	<b>2 107</b>	<b>3 947</b>	<b>1 769</b>	<b>1.2</b>
<b>Pays sélectionnés</b>						
Belgique	1 796	2 627	2 422	2 200	1 922	1.3
Danemark	7 421	1 483	1 529	1 620	1 351	0.9
Allemagne	43 442	34 522	35 657	39 944	40 312	27.4
France	17 407	14 538	12 905	15 803	19 566	13.3
Italie	4 038	3 836	3 513	3 672	4 602	3.1
Luxembourg	3 136	3 617	3 032	3 533	3 265	2.2
Pays-Bas	8 216	7 195	6 130	7 130	7 419	5.0
Autriche	3 453	4 486	4 400	5 174	5 054	3.4
Suède	5 329	6 056	5 657	6 165	6 226	4.2
Espagne	369	686	1 437	1 065	1 311	0.9
Royaume-Uni	11 697	10 085	8 581	9 082	12 722	8.7
<b>Amérique du Nord</b>	<b>26 606</b>	<b>23 677</b>	<b>23 900</b>	<b>25 845</b>	<b>27 616</b>	<b>18.8</b>
Canada	604	849	711	1 073	916	0.6
Etats-Unis	26 002	22 828	23 189	24 772	26 700	18.2
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>3 598</b>	<b>2 683</b>	<b>5 444</b>	<b>7 328</b>	<b>7 677</b>	<b>5.2</b>
dont						
centres financiers offshore <sup>5</sup>	3 595	2 673	5 434	7 300	7 648	5.2
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>	<b>3 644</b>	<b>5 026</b>	<b>4 780</b>	<b>4 671</b>	<b>4 159</b>	<b>2.8</b>
dont						
Israël	144	209	156	176	209	0.1
Japon	1 897	2 181	2 264	2 311	2 313	1.6
<b>Ensemble des pays</b>	<b>143 347</b>	<b>123 863</b>	<b>124 343</b>	<b>139 568</b>	<b>147 039</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>4</sup> Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>5</sup> Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

<sup>6</sup> Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

## 2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup> (suite)

Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Ensemble des entreprises</b>						
Europe	234 016	245 644	257 331	278 984	299 670	80.0
UE <sup>3</sup>	233 198	244 319	254 594	274 554	297 355	79.4
Reste de l'Europe <sup>4</sup>	819	1 325	2 737	4 430	2 315	0.6
<b>Pays sélectionnés</b>						
Belgique	3 937	5 615	4 167	4 498	3 897	1.0
Danemark	13 513	14 195	15 021	16 024	16 171	4.3
Allemagne	78 691	80 616	84 352	87 104	93 967	25.1
France	26 007	27 537	27 348	37 062	41 536	11.1
Italie	8 263	8 492	9 667	10 477	14 408	3.8
Luxembourg	18 600	17 419	10 823	16 872	24 294	6.5
Pays-Bas	46 013	48 089	50 142	50 033	49 205	13.1
Autriche	5 011	7 249	10 789	12 391	12 829	3.4
Suède	8 140	10 734	9 609	10 184	10 905	2.9
Espagne	910	1 409	5 017	4 646	5 201	1.4
Royaume-Uni	19 180	17 996	23 012	20 420	19 831	5.3
<b>Amérique du Nord</b>						
Canada	4 086	4 086	3 095	3 366	3 214	0.9
Etats-Unis	53 025	52 181	50 014	53 564	54 898	14.7
<b>Amérique centrale et du Sud</b>						
dont centres financiers offshore <sup>5</sup>	4 937	4 363	6 757	9 088	9 422	2.5
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>						
dont Israël	392	466	447	463	521	0.1
Japon	2 021	2 291	2 569	2 612	2 615	0.7
<b>Ensemble des pays</b>	<b>301 176</b>	<b>312 462</b>	<b>323 993</b>	<b>352 756</b>	<b>374 578</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>4</sup> Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>5</sup> Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

<sup>6</sup> Source: Office fédéral de la statistique (OFS).



## 2.4 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Importations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>6 650</b>	<b>3 000</b>	<b>1 037</b>	<b>11 685</b>	<b>26 887</b>
Chimie et plastique	2 522	2 545	955	4 724	18 042
Métallurgie et machines	1 797	443	- 122	5 778	6 225
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 953	286	- 192	1 381	1 960
Autres industries et construction	378	- 273	395	- 198	661
<b>Services</b>	<b>15 575</b>	<b>- 1 841</b>	<b>- 2 221</b>	<b>26 982</b>	<b>32 226</b>
Commerce	4 409	1 773	926	1 368	2 869
Sociétés financières et holdings	9 012	- 4 550	- 7 815	13 433	21 985
Banques <sup>5</sup>	733	198	1 759	1 553	3 420
Assurances	467	- 106	309	13 370	1 712
Transports et communications <sup>6</sup>	807	- 280	1 870	- 2 065	1 052
Autres services <sup>7</sup>	146	1 125	730	- 677	1 188
<b>Total</b>	<b>22 224</b>	<b>1 159</b>	<b>- 1 184</b>	<b>38 667</b>	<b>59 113</b>

## 2.5 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Etat en fin d'année (valeur comptable)<sup>3</sup>

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Industrie</b>	<b>36 519</b>	<b>37 094</b>	<b>37 145</b>	<b>46 119</b>	<b>62 898</b>	<b>16.6</b>
Chimie et plastique	15 432	17 457	17 087	22 950	30 708	8.1
Métallurgie et machines	4 928	5 350	5 916	5 581	9 370	2.5
Electronique, énergie, optique et horlogerie	10 078	9 086	8 643	12 171	16 631	4.4
Autres industries et construction	6 082	5 201	5 500	5 417	6 188	1.6
<b>Services</b>	<b>164 147</b>	<b>186 600</b>	<b>186 491</b>	<b>277 191</b>	<b>316 996</b>	<b>83.4</b>
Commerce	21 340	31 197	32 592	35 247	42 986	11.3
Sociétés financières et holdings <sup>4</sup>	102 345	110 496	104 401	179 866	202 429	53.3
Banques <sup>5</sup>	26 536	27 288	29 688	32 063	35 761	9.4
Assurances	4 022	5 405	5 786	16 684	18 423	4.8
Transports et communications <sup>6</sup>	5 822	5 801	7 166	7 220	9 596	2.5
Autres services <sup>7</sup>	4 082	6 413	6 859	6 110	7 800	2.1
<b>Total</b>	<b>200 666</b>	<b>223 693</b>	<b>223 636</b>	<b>323 310</b>	<b>379 894</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>5</sup> Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

<sup>6</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres services.

<sup>7</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Transports et communications.

## 2.6 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6

#### Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs<sup>2</sup>

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
<b>Industrie</b>	<b>65 017</b>	<b>77 196</b>	<b>77 003</b>	<b>81 128</b>	<b>87 041</b>	<b>38.3</b>
Chimie et plastique	11 180	16 082	16 215	17 884	19 418	8.5
Métallurgie et machines	18 996	22 009	21 061	22 065	23 255	10.2
Electronique, énergie, optique et horlogerie	18 899	22 717	23 178	24 215	26 778	11.8
Autres industries et construction	15 943	16 389	16 550	16 964	17 590	7.7
<b>Services</b>	<b>92 812</b>	<b>111 403</b>	<b>122 646</b>	<b>132 060</b>	<b>140 499</b>	<b>61.7</b>
Commerce	26 436	37 744	40 722	41 324	42 041	18.5
Sociétés financières et holdings	11 282	11 292	10 256	11 004	10 309	4.5
Banques	16 891	17 677	18 324	19 379	19 959	8.8
Assurances	5 071	4 346	4 210	10 675	10 487	4.6
Transports et communications	17 730	15 137	21 442	20 960	25 856	11.4
Autres services	15 402	25 207	27 694	28 718	31 847	14.0
<b>Total</b>	<b>157 829</b>	<b>188 599</b>	<b>199 650</b>	<b>213 188</b>	<b>227 539</b>	<b>100.0</b>

#### Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs<sup>3</sup>

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
<b>Industrie</b>	<b>54 008</b>	<b>46 781</b>	<b>47 456</b>	<b>50 824</b>	<b>49 597</b>	<b>33.7</b>
Chimie et plastique	6 936	6 658	6 103	6 821	6 568	4.5
Métallurgie et machines	16 208	16 067	16 280	16 636	16 866	11.5
Electronique, énergie, optique et horlogerie	17 507	11 188	11 033	12 250	11 270	7.7
Autres industries et construction	13 357	12 868	14 040	15 117	14 893	10.1
<b>Services</b>	<b>89 339</b>	<b>77 082</b>	<b>76 887</b>	<b>88 744</b>	<b>97 442</b>	<b>66.3</b>
Commerce	35 671	34 497	33 664	38 545	42 325	28.8
Sociétés financières et holdings	4 972	4 439	4 410	4 573	5 447	3.7
Banques	568	385	428	406	459	0.3
Assurances	1 068	1 021	1 019	1 268	1 023	0.7
Transports et communications	8 213	7 650	7 095	7 625	8 608	5.9
Autres services	38 847	29 090	30 271	36 327	39 580	26.9
<b>Total</b>	<b>143 347</b>	<b>123 863</b>	<b>124 343</b>	<b>139 568</b>	<b>147 039</b>	<b>100.0</b>

#### Ensemble des entreprises

	2003	2004	2005	2006	2007	Part en pour-cent
<b>Industrie</b>	<b>119 025</b>	<b>123 977</b>	<b>124 459</b>	<b>131 952</b>	<b>136 638</b>	<b>36.5</b>
Chimie et plastique	18 116	22 740	22 318	24 705	25 986	6.9
Métallurgie et machines	35 204	38 076	37 341	38 701	40 121	10.7
Electronique, énergie, optique et horlogerie	36 406	33 905	34 211	36 465	38 048	10.2
Autres industries et construction	29 300	29 257	30 590	32 081	32 483	8.7
<b>Services</b>	<b>182 151</b>	<b>188 485</b>	<b>199 533</b>	<b>220 804</b>	<b>237 941</b>	<b>63.5</b>
Commerce	62 107	72 241	74 386	79 869	84 366	22.5
Sociétés financières et holdings	16 254	15 731	14 666	15 577	15 756	4.2
Banques	17 459	18 062	18 752	19 785	20 418	5.5
Assurances	6 139	5 367	5 229	11 943	11 510	3.1
Transports et communications	25 943	22 787	28 537	28 585	34 464	9.2
Autres services	54 249	54 297	57 965	65 045	71 427	19.1
<b>Total</b>	<b>301 176</b>	<b>312 462</b>	<b>323 993</b>	<b>352 756</b>	<b>374 578</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

## 2.7 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Revenus de capitaux<sup>2,3,4</sup>

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>3 000</b>	<b>3 898</b>	<b>5 461</b>	<b>4 640</b>	<b>8 001</b>
Chimie et plastique	575	2 367	4 364	3 616	4 014
Métallurgie et machines	1 413	683	602	- 411	1 492
Electronique, énergie, optique et horlogerie	560	693	- 238	964	1 801
Autres industries et construction	452	155	732	472	694
<b>Services</b>	<b>11 450</b>	<b>15 629</b>	<b>30 646</b>	<b>23 467</b>	<b>44 630</b>
Commerce	959	3 314	5 334	4 694	4 941
Sociétés financières et holdings	8 166	9 169	22 667	14 038	29 440
Banques	1 601	2 136	1 653	2 353	3 157
Assurances	288	- 61	435	1 146	5 084
Transports et communications	387	673	100	870	1 466
Autres services	50	397	457	366	543
<b>Total</b>	<b>14 451</b>	<b>19 526</b>	<b>36 107</b>	<b>28 107</b>	<b>52 632</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

<sup>3</sup> Le signe moins (-) indique une perte.

<sup>4</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

## 2.8 Investissements directs étrangers en Suisse – Type de capital et groupes de pays<sup>1</sup>

### Importations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
<b>Capital social</b>					
Europe	8 912	- 4 212	32 636	13 250	23 599
UE <sup>4</sup>	8 910	- 4 135	33 924	13 392	23 825
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	2	- 77	- 1 288	- 142	- 226
Amérique du Nord	1 975	1 414	- 31 891	7 936	191
Amérique centrale et du Sud	799	76	- 759	- 257	292
Asie, Afrique et Océanie	- 23	- 475	14	0	- 25
Ensemble des pays	11 663	- 3 197	- 1	20 930	24 057
<b>Bénéfices réinvestis</b>					
Europe	615	3 835	- 9 136	12 587	29 385
UE <sup>4</sup>	569	3 629	- 9 443	12 391	29 542
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	46	206	307	196	- 158
Amérique du Nord	3 146	4 383	6 227	1 294	5 415
Amérique centrale et du Sud	63	140	82	324	46
Asie, Afrique et Océanie	- 29	38	- 5	111	79
Ensemble des pays	3 795	8 396	- 2 833	14 316	34 925

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5

### Crédits

Europe	4 632	- 3 547	500	3 313	63
UE <sup>4</sup>	4 646	- 3 528	- 450	3 299	340
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	- 14	- 19	950	14	- 276
Amérique du Nord	2 093	1 210	- 383	- 24	150
Amérique centrale et du Sud	69	- 1 615	1 556	96	12
Asie, Afrique et Océanie	- 28	- 87	- 23	35	- 95
Ensemble des pays	6 766	- 4 039	1 649	3 421	131

### Total

Europe	14 159	- 3 924	24 000	29 150	53 047
UE <sup>4</sup>	14 125	- 4 034	24 031	29 083	53 707
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	34	110	- 31	68	- 660
Amérique du Nord	7 213	7 007	- 26 048	9 206	5 757
Amérique centrale et du Sud	932	- 1 400	878	164	350
Asie, Afrique et Océanie	- 79	- 524	- 14	147	- 42
Ensemble des pays	22 224	1 159	- 1 184	38 667	59 113

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

## **Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs**

La BNS publie des données sur les investissements directs dans trois autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS sous *www.snb.ch, Publications*. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

### **Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles)**

Des données sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par branches, sont disponibles trois mois après la fin de chaque trimestre.

### **Balance suisse des paiements**

La Balance suisse des paiements paraît en septembre. Des données récentes sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par branches et par pays, y sont publiées sur une base annualisée.

### **Bulletin mensuel de statistiques économiques, tableaux Q3, R et S**

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur les investissements directs, avec ventilation par pays et par branches.

### **Renseignements**

bop@snb.ch



